

République Algérienne Démocratique et Populaire.
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
Université Abderrahmane Mira de Bejaia
Faculté des Sciences Economique, Commerciales et des sciences de Gestion.
Département des Sciences économiques.



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention de diplôme de Master en Sciences économiques

OPTION : Economie Quantitative

Thème :

Commerce informel en Algérie cas wilaya de Bejaïa

Réalisé par

Hafir Sofiane

Boumeraou Rezak

Encadré par

Dr.Gherbi Hassiba

Membre de jury

Promotion :
2023/2024

Sommaire

Introduction générale

Chapitre 1 : l'économie informel dans les pays en voie de développement

Section 1 : Economie informelle : Concepts et définitions

Section 2 : Les approches de l'économie informelle

Section 3 : Les raisons de l'économie informelle

Chapitre 2 : le commerce informel en Algérie

Section 1 : Le secteur informel en Algérie

Section 2 : Le commerce informel en Algérie : historique et mesure

Chapitre 3 : le commerce informel le cas la wilaya Bejaïa

Section 1 : Présentation de la région d'étude et la démarche méthodologique de

Section 2 : Présentation et interprétation des résultats de l'enquête

Conclusion générale

Remerciement

Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance envers notre encadrante madame GHERBI HASSIBA pour sa précieuse guidance, son conseil avisé et son soutien constant qui a grandement contribué à la réalisation de ce projet.

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont apporté leur aide et leur contribution à l'élaboration de ce travail (Mr kendi Nabil). Leur soutien a été d'une valeur inestimable.

Nous adressons nos remerciements à toute l'équipe pédagogique qui nous a accompagnés tout au long de ces cinq années d'apprentissage, ainsi qu'aux membres du jury pour leur précieuse présence et leurs retours constructifs.

Enfin, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à tous ceux qui, de près ou de loin, ont apporté leur soutien pour la réalisation de ce travail. Merci du fond du cœur.

Dédicace

Nous dédions ce modeste travail tout particulièrement à nos très chers parents pour tout ce qu'ils ont fait afin que nous puissions arriver à ce stade.

À nos mères,

À nos pères,

A nos familles,

Aucune dédicace ne saurait exprimer l'amour, l'estime, le dévouement et le respect que nous avons toujours eu pour vous. Rien au monde ne vaut les efforts fournis jour et nuit pour notre éducation et notre bien-être. Ce travail est le fruit des sacrifices que vous avez consentis pour notre éducation et notre formation.

À nos frères et sœurs, pour leur véritable soutien, leur patience et leur aide durant toutes ces années.

Nous désirons aussi exprimer notre gratitude envers tous nos chers amis (DHIKRA, MASSI, MOUZAOUI HOUMIZ, FARID, AZEDINE, RAID, MOHAMED) et toutes les personnes qui nous ont aidés à élaborer ce modeste travail, ainsi qu'à tous ceux que nous avons rencontrés au cours de notre cursus.

À notre Encadreur

Et à tous les membres du jury.

LISTE DES ABRIVATIONS

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CA : Chiffre d'affaires

CIST : Conférence Internationale des Statisticiens du Travail

CNES : Conseil national économique et social

ENO : Economie non observée

ONS : Office National des Statistiques

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

SCN : système comptabilité nationale

Introduction générale

Introduction générale

L'économie informelle est considérée comme un problème majeur dans les pays en voie de développement. Elle correspond à l'emploi informel des travailleurs qui, au sein du secteur informel, du secteur formel et des ménages, ne bénéficient pas d'une protection sociale. Elle exerce un impact négatif, au regard du faible niveau de productivité et de la forte précarité des emplois créés, ainsi qu'un substantiel manque à gagner fiscal et une dualité dans l'environnement des affaires mettant en péril le cadre réglementaire. L'économie informelle génère cependant des emplois et des revenus, jouant ainsi un rôle de soupape de sûreté vis-à-vis des segments les moins protégés de la population¹.

L'emploi informel a pris racine en Algérie au début de la crise économique, accentuée par la chute des prix du pétrole. Officiellement, cette montée du travail informel est présentée comme l'une des répercussions de la détérioration du marché de l'emploi. Bien que la définition du travail informel demeure floue, il est indéniable que ces activités existaient avant la crise. Leur reconnaissance était limitée, en partie parce que ce sujet ne constituait pas un domaine de recherche prédominant. En outre, faire référence au travail informel du point de vue officiel pouvait être interprété comme un aveu de dysfonctionnement dans le secteur formel de l'économie. Vers la fin des années 80, une nouvelle phase pour l'économie algérienne, celle de la transition vers l'économie de marché. Contrairement au modèle socialiste, l'Etat se lance dans des réformes visant la libéralisation des marchés, l'encouragement de l'initiative privée, l'impulsion de la concurrence et la privatisation.

Les nouvelles politiques économiques adoptées ont accentué la déstabilisation sociale. Le marché du travail est terriblement touché. Cette situation a fait qu'un ensemble de modifications sur le plan économique et social touchent la société algérienne, notamment la naissance de plusieurs phénomènes socio-économiques qui gangrènent l'économie nationale.

De ce fait, « l'informel est présent comme une solution à de nombreux déséquilibres dans les pays en développement ».

Ce n'est qu'avec les Enquêtes sur la Main-d'œuvre et la Démographie réalisées par l'Office National des Statistiques (ONS) en 1991 et 1992 que l'on a commencé à véritablement délimiter les catégories composant l'emploi informel. Ces enquêtes ont permis de mieux comprendre et

¹Organisation Internationale du Travail (OIT), "L'économie informelle : Définition, concepts et caractéristiques", 2015.

quantifier le phénomène du travail informel en Algérie, en identifiant les différentes formes qu'il peut revêtir et en évaluant son impact sur l'économie nationale.

Le secteur informel s'affirme désormais comme un défi frontal à la loi, à la citoyenneté, une négation des principes d'équité, de solidarité nationale, encouragés essentiellement par la désagrégation du secteur public économique et l'abandon de l'Etat de son rôle d'acteur privilégié dans le champ économique. Ainsi les retombés drastiques du PAS en contexte d'une grave crise économique, politique et sécuritaire, ont favorisé l'émergence et l'expansion de l'informel en Algérie mettant ainsi en péril la cohésion sociale.

Le secteur informel en Algérie est considéré comme un problème économique important, car il emploie un Algérien sur deux et échappe à tout impôt. Les activités informelles sont souvent exercées sans déclaration, sans tenue de comptabilité ou sans paiement d'impôts, ce qui les rend difficiles à contrôler et à réglementer.

Le commerce informel en Algérie est un phénomène économique complexe qui couvre un large éventail de pratiques, allant d'activités de subsistance relativement basiques à de l'artisanat très sophistiqué.

Le commerce informel est caractérisé par son absence de réglementation et de supervision de l'État, ce qui permet aux entreprises et aux travailleurs de fonctionner hors de la sphère légale et formelle. A travers notre étude, notre question de recherche est :

Quelle est la dynamique du commerce informel en Algérie ?

D'autres questions subsidiaires peuvent être posées à savoir :

Quel est le profil des actifs informels dans le secteur commerce ? Leur niveau du capital humain, leur âge ?

Quel est le niveau des revenus et l'intensité des liens qu'il entretient avec le reste de l'économie ? Relations sur le marché des biens, le marché du travail et le marché des capitaux ?

Afin de répondre à cette problématique, nous avons effectué une enquête de terrain auprès d'un échantillon de 31 commerçants opérants dans le secteur informel dans la wilaya de Bejaia.

Notre travail est structuré de trois chapitres. Le premier présente les différents concepts de l'économie informelle, d'emploi et de secteur informel dans les pays en développement et en Algérie. Le deuxième chapitre présente le secteur du commerce informel en Algérie, une analyse de la situation et du dynamisme du secteur du commerce informel est abordée à travers deux sections. Le troisième chapitre est consacré à l'exploration statistique et au traitement des résultats de l'enquête de terrain effectuée au sein de différentes communes urbaines et rurales dans la wilaya de Bejaia.

Chapitre I : L'économie informelle dans les pays en voie de développement

Introduction

L'économie informelle, souvent observée dans les pays en développement, est un secteur économique dynamique qui opère en marge des régulations gouvernementales et des structures formelles. Elle représente un aspect important du paysage économique de ces nations, souvent par sa taille significative en termes d'emploi, de production et de contributions au PIB².

La dimension mondiale de l'économie informelle se traduit par des activités économiques non déclarées, mais qui contribuent au PIB et aux recettes fiscales. Selon l'Organisation internationale du travail, environ deux milliards de travailleurs, soit 60 % de la population active mondiale âgée de 15 ans et plus, sont impliqués dans ce secteur de manière plus ou moins régulière. Bien que sa taille diminue lentement, cette tendance est très variable selon les régions et les pays. Actuellement, le secteur informel représente encore environ un tiers de l'activité économique dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, tandis qu'il ne représente que 15 % dans les pays avancés. Les travailleurs informels sont souvent confrontés à la pauvreté, car ils n'ont pas de contrats formels ni de protection sociale, et ils ont généralement un niveau d'éducation plus bas. L'informalité constitue un obstacle majeur pour les entreprises et les entrepreneurs opérant dans ce secteur, entravant ainsi leur productivité et leur croissance.

1. Economie informelle : Concepts et définitions

1.1. Historiques et définitions

L'économie informelle est l'ensemble des activités économiques qui se déroulent en dehors de toute réglementation, observation ou imposition formelle de la part d'un gouvernement. Cela comprend des échanges économiques informels tels que le troc, mais avec de l'argent, et des activités économiques non déclarées, telles que le marché noir et l'activité de l'économie formelle, comme le travail des immigrés sans papiers dans l'agriculture et la construction. L'économie informelle est un phénomène mondial et représente une part importante de l'activité économique dans certains pays, en particulier dans les pays en voie de développement.

Dans de nombreux pays en développement, l'économie informelle joue un rôle vital dans la création d'emplois et dans le maintien de la subsistance de nombreuses personnes. Elle

²Julien Albertini, Kamel Ismail, Arthur Poirier, Anthony Terriau Dans Revue française d'économie 2020/1, pp 139 à 182

représente souvent un recours important pour les individus disposant de qualifications limitées ou ayant peu d'autres possibilités d'emploi. En outre, elle assure la fourniture de biens et services à des segments de la population qui ne peuvent pas accéder aux offres du secteur formel, soit en raison de contraintes financières, soit en raison de l'absence d'infrastructures et de services adéquats. Ainsi, l'économie informelle devient un mécanisme crucial de survie pour de nombreux ménages, en offrant des opportunités d'emploi et en répondant aux besoins de consommation de ceux qui se trouvent en dehors du système formel³.

1.1.1. Économie non observée

Le commerce informel est effectivement souvent classé comme faisant partie de l'économie non observée. Ce terme englobe toutes les activités économiques qui ne sont pas capturées par les statistiques officielles, telles que les comptes nationaux ou les enquêtes sur l'emploi. Voici quelques raisons pour lesquelles le commerce informel est souvent considéré comme faisant partie de cette catégorie :

Les opérations informelles échappent souvent à toute forme d'enregistrement, ce qui signifie qu'elles ne sont pas comptabilisées dans les données officielles. De plus, même si certaines transactions informelles sont enregistrées, les revenus sont souvent sous-déclarés pour éviter les taxes et autres obligations fiscales.

Les activités informelles sont généralement omises des enquêtes économiques officielles, car les travailleurs informels sont moins susceptibles de participer à ces enquêtes. Par conséquent, les données disponibles sont souvent incomplètes ou peu fiables pour estimer l'ampleur réelle du commerce informel.

Les comptes nationaux, qui mesurent la production économique d'un pays, ont du mal à inclure les activités informelles en raison de leur nature non réglementée. Cela peut entraîner une sous-estimation du PIB réel et fausser les analyses économiques et les politiques gouvernementales. Les activités informelles sont souvent liées à des structures de marché complexes, telles que le travail au noir, le commerce de rue et les échanges informels entre individus. Ces dynamiques rendent difficile leur capture dans les données statistiques traditionnelles.

En reconnaissant l'importance du commerce informel en tant que composante significative de l'économie, les chercheurs et les décideurs politiques cherchent à développer de nouvelles méthodes de collecte de données et à améliorer la compréhension de son impact sur le

³Yvon Pesqueux Dans Revue française de gestion 2012/9-10 (N° 228-229), pages 217 à 229

développement économique, la répartition des revenus et les politiques sociales⁴.

1.1.2. Économie souterraine

Effectivement, le terme "commerce informel" est souvent utilisé de manière interchangeable avec le concept d'"économie souterraine". Ce dernier fait référence à un ensemble d'activités économiques qui opèrent en dehors du cadre légal et réglementaire, échappant ainsi au regard des autorités et des institutions officielles. Voici quelques points supplémentaires sur ce lien entre le commerce informel et l'économie souterraine :

L'économie souterraine est caractérisée par son fonctionnement clandestin, loin des radars des autorités gouvernementales. Les entreprises et les travailleurs de ce secteur évitent souvent l'enregistrement et l'imposition, ce qui leur permet de contourner les réglementations et les obligations fiscales. En opérant en dehors du cadre légal, l'économie souterraine évite les réglementations commerciales et les normes de travail établies par les gouvernements. Cela peut entraîner des pratiques commerciales injustes, telles que l'exploitation des travailleurs et la concurrence déloyale avec les entreprises formelles.

L'économie souterraine englobe une gamme d'activités, allant du travail au noir dans les secteurs de la construction et de l'agriculture, au commerce de produits contrefaits, en passant par la prostitution et le trafic de drogue. Ces activités peuvent varier en taille et en complexité, mais elles partagent toutes le trait commun de l'opération en dehors des limites légales.

Bien que l'économie souterraine puisse contribuer à la survie économique des individus marginalisés ou exclus du marché du travail formel, elle présente également des défis pour la stabilité économique et sociale. L'évasion fiscale et la concurrence déloyale peuvent affecter les recettes gouvernementales, tandis que le manque de protection sociale et de droits des travailleurs peut entraîner des inégalités et des tensions sociales.

En raison de sa nature clandestine, il est difficile de quantifier précisément l'ampleur de l'économie souterraine. Les méthodes traditionnelles de collecte de données, telles que les enquêtes auprès des entreprises enregistrées et les rapports fiscaux, ne capturent souvent pas complètement ces activités, ce qui rend difficile l'évaluation de leur impact sur l'économie globale⁵.

L'économie souterraine, également connue sous le nom de commerce informel, représente un défi complexe pour les gouvernements, les économistes et les décideurs politiques cherchant à

⁴ Abrika B ; 2002, « caractéristiques de l'économie informelle dans le secteur du bâtiment : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou », p184.

⁵John O. Igué Dans Les activités du secteur informel au Bénin (2019), pages 13 à 27

comprendre et à réglementer ce secteur important de l'économie⁶.

1.1.3. Economie illégale

Les activités illégales telles que le trafic de drogue d'armes et autres ; sont souvent interconnectées et peuvent prospérer dans les environnements où les institutions de régulation et d'application de la loi sont faibles ou corrompues. Bien qu'elles puissent offrir des avantages à court terme pour les acteurs impliqués, elles peuvent également avoir des effets néfastes à long terme sur l'économie, y compris la perte de revenus fiscaux, la distorsion des marchés et la détérioration de la confiance dans les institutions publiques.

La lutte contre ces pratiques nécessite une action coordonnée des gouvernements, des institutions internationales et de la société civile pour renforcer l'application de la loi, promouvoir la transparence et la responsabilité, et créer un environnement propice à la formalisation et à la légalité des activités économiques⁷.

1.2. Définition de l'emploi dans le secteur informel

La 15ème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST) recommande, dans la mesure du possible, de diviser la population employée dans le secteur informel en deux catégories distinctes :

Les individus employés exclusivement dans le secteur informel. Les individus employés à la fois dans le secteur informel et en dehors de celui-ci. Pour ce deuxième groupe, une distinction supplémentaire est proposée : séparer les individus dont l'emploi principal se situe dans le secteur informel de ceux pour qui il s'agit d'un emploi secondaire. Ainsi, la classification de l'emploi dans le secteur informel distingue trois types de personnes :

- Ceux qui travaillent exclusivement dans le secteur informel.
- Ceux dont l'emploi principal est dans le secteur informel tandis qu'ils ont un emploi secondaire dans un autre secteur.
- Ceux dont l'emploi secondaire est dans le secteur informel alors que leur emploi principal se situe dans un autre secteur.

⁶P. BARTHELEMY, *Économie souterraine et structures industrielles dans les pays de la Communauté européenne*, in *Région et développement*, p. 69, no5, 1997 ; *Le Secteur urbain informel dans les pays en développement : une revue de la littérature*, in *ibid.*, p.193, no 7, 1998.

⁷ Bhagwati, Jagdish N. (1981), « Alternative Theories of Illegal Trade: Economic Consequences and Statistical Detection », *Weltwirtschaftliches Archiv* 117-3, p. 409-426; reproduit in Fiorentini and Zamagni (1999c), p. 113-130

1.2.1 Définition de l'emploi informel

La notion d'emploi informel a été adoptée lors de la 17ème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail en 2003. Selon les directives établies lors de cette conférence, sont considérées comme ayant des emplois informels les personnes dont l'emploi n'est pas effectivement réglementé par la législation nationale du travail, n'est pas soumis à l'imposition des revenus, ne bénéficie pas de la protection sociale, ou ne donne pas droit à certains avantages tels que le préavis de licenciement, l'indemnité de départ, les congés payés, ou les congés de maladie, etc. Ainsi, l'emploi informel est défini principalement en fonction des conditions de travail des employés, que ce soit dans leur emploi principal ou secondaire.

D'un point de vue opérationnel, tant dans les unités de production formelles que informelles, ainsi que dans les ménages, les employés sont considérés comme occupant un emploi informel si au moins l'une des conditions suivantes n'est pas remplie :

- Leur employeur ne verse pas de cotisations à la sécurité sociale pour leur protection ;
- Ils ne bénéficient pas de congés de maladie rémunérés ;
- Ils ne bénéficient pas de congés annuels rémunérés ou d'une compensation⁸

2. Les approches de l'économie informelle

Trois principales approches ont émergé pour étudier le secteur informel, chacune développant une analyse comparative afin de comprendre les sources et les processus des activités informelles. Voici ces approches :

2.1. L'approche "dualiste"

Dans les années 70, une approche dominante pour étudier le secteur informel s'inspirait des théories dualistes classiques du développement, remontant aux travaux de Lewis en 1954 et de Harris et Todaro en 1970. Cette approche considère le secteur informel comme une composante résiduelle déconnectée du reste de l'économie. Selon cette vision, le secteur informel se compose principalement d'une économie de subsistance, caractérisée par des barrières à l'entrée faibles, car le secteur formel ne peut fournir suffisamment d'emplois pour la population active. Dans cette perspective dualiste, l'économie formelle est considérée comme la seule capable de participer au commerce international en raison de ses ressources disponibles, notamment en capital humain. En revanche, l'économie informelle est perçue comme moins compétitive, avec des entreprises inefficaces ayant peu de pouvoir sur les prix et un accès limité aux compétences et aux travailleurs qualifiés. Cette segmentation des compétences et des actifs entre les deux

⁸Gherbi ; H ; 2016 « Analyse de l'emploi informel féminin en Algérie, cas de la wilaya de Bejaia ». Université Paris Est Créteil et Université de Bejaia. Bejaia. 2016.

secteurs entrave leur interaction dynamique, ce qui limite l'impact du secteur informel sur le PIB par habitant et les taux de croissance, principalement en raison d'effets de composition. Une différence notable entre les entreprises formelles et informelles réside dans leur capacité à acquérir une rente. Dans l'économie informelle, les entreprises sont souvent des preneurs de prix et rencontrent des situations monopolistes, tandis que dans l'économie formelle, les entreprises tendent à profiter des opportunités de croissance. Cependant, cette croissance peut être menacée par l'expansion du secteur informel, car elle repose principalement sur l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre, contrairement à l'économie formelle où les entreprises cherchent à tirer profit de la croissance.

2.2. L'approche structuraliste

La théorie structuraliste envisage les secteurs informel et formel comme étant interconnectés, avec une production informelle complétant celle du secteur formel. Contrairement à l'approche dualiste, le secteur informel est considéré comme un élément subordonné du système capitaliste, articulé autour du secteur formel.

Dans cette perspective, le secteur informel est composé de microentreprises et de travailleurs non déclarés dont les activités ne sont ni reconnues, ni protégées, ni réglementées par les autorités publiques. Ces entreprises fournissent de la main-d'œuvre et des intrants bon marché aux grandes entreprises capitalistes, améliorant ainsi leur compétitivité. Selon la conception structuraliste, les relations de production informelles sont intrinsèquement liées au développement capitaliste et ne peuvent être éliminées par la croissance.

Les entreprises modernes réagissent à la mondialisation en adoptant des stratégies de minimisation des coûts et en se livrant à une concurrence mondialisée⁹. Cela les conduit, notamment les firmes multinationales, à externaliser et à sous-traiter une part croissante de leur production au secteur informel. Dans ce processus, la main-d'œuvre du secteur informel est surexploitée et exclue du système de protection du travail.

2.3. L'approche légaliste

L'approche "légaliste" ou "orthodoxe" considère que le secteur informel est composé de micro-entrepreneurs qui choisissent délibérément d'opérer informellement afin d'éviter les régulations publiques. Cette école de pensée libérale s'oppose aux deux autres en soutenant que le choix d'entrer dans l'informalité est motivé par le désir d'éviter les coûts élevés associés à la légalisation et à l'enregistrement des activités.

⁹ Les TIC : une réponse au défi du développement des micros et petites entreprises informelles en Afrique subsaharienne ? Présenté par ; Jean-Philippe Berrou, François Combarrous, Thomas Eekhout.

Au milieu des années 1980, l'économiste péruvien Hernando de Soto (1986) a introduit une approche qualifiée de "légaliste" ou "néolibérale". Selon cette perspective, le secteur informel est considéré comme un modèle de société flexible où l'esprit d'entreprise s'épanouit en marge du secteur moderne, entravé par les multiples obstacles imposés par des États omniprésents. Les coûts liés à la légalité, tels que les impôts, les taxes et les démarches administratives, découragent l'initiative entrepreneuriale et incitent les entrepreneurs à opter pour l'informalité¹⁰. Cette approche a rencontré un grand succès, notamment auprès des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel mis en œuvre dans les pays en développement, favorisant ainsi le secteur privé et la libéralisation économique. De nombreux chercheurs ont adopté cette vision microéconomique en remettant en question le caractère volontaire ou involontaire de la décision des micro-entrepreneurs de rester en dehors du cadre formel. Selon cette perspective qui a dominé la littérature économique ces dernières décennies, les entrepreneurs prennent des décisions en évaluant les coûts et les avantages liés à la formalité. Cependant, cette vision peut parfois manquer de considérations sociales plus profondes, en se concentrant principalement sur les réductions d'impôts. Ainsi, le choix d'opérer dans le secteur informel est principalement motivé par le désir d'éviter les taxes ou les réglementations contraignantes.

3. Les raisons de l'économie informelle

La plupart des travailleurs informels cherchent à subvenir à leurs besoins de manière honnête, malgré les obstacles considérables auxquels ils font face. L'économie informelle ne se réduit pas à une simple évasion fiscale, mais englobe une multitude de situations.

Certains individus et entreprises choisissent de rester en dehors du secteur formel pour diverses raisons, telles que l'évitement des impôts, des cotisations sociales ou des réglementations contraignantes.

Par ailleurs, de nombreuses personnes ne possèdent pas les compétences requises pour accéder aux emplois formels ou sont confrontées à des difficultés financières les empêchant d'accéder aux services publics et financiers. Pour ces personnes, l'économie informelle offre un filet de sécurité.

Enfin, le développement de l'économie informelle a été influencé par l'adoption de politiques d'ajustement structurel dans les années 1980 dans les pays en développement, entraînant de

¹⁰ Les TIC : une réponse au défi du développement des micros et petites entreprises informelles en Afrique subsaharienne ? Présenter par ; Jean-Philippe Berrou, François Combarous, Thomas Eekhout.

nombreux licenciements dans le secteur public.

l'économie informelle découle à la fois de choix délibérés visant à éviter les réglementations, mais aussi des contraintes économiques et sociales qui poussent de nombreuses personnes à se tourner vers le secteur informel pour gagner leur vie .¹¹

3.1. Faiblesses et obstacles

Précarité économique

Les activités informelles sont souvent caractérisées par leur précarité économique, avec des revenus instables et des conditions de travail difficiles. Les entrepreneurs informels peuvent être vulnérables aux fluctuations économiques, aux crises financières et aux chocs externes, ce qui peut compromettre leur viabilité à long terme.

Manque d'accès aux ressources financières

Les entrepreneurs informels peuvent rencontrer des obstacles dans l'accès aux ressources financières, aux infrastructures, aux formations professionnelles et aux marchés, ce qui limite leur croissance et leur développement. Leur exclusion des systèmes formels peut également les priver de protections sociales et de services essentiels.

Inégalités et injustices

Le commerce informel peut perpétuer les inégalités économiques et sociales, en particulier pour les femmes, les jeunes et d'autres groupes marginalisés. Les entrepreneurs informels peuvent être confrontés à des discriminations, à des barrières réglementaires et à des pratiques commerciales injustes qui entravent leur réussite.

Conflits avec les politiques publiques

Certaines politiques publiques peuvent menacer le commerce informel en imposant des réglementations excessives, en criminalisant certaines activités ou en favorisant la concurrence déloyale avec le secteur formel. Ces politiques peuvent entraver la croissance du commerce informel et compromettre son rôle dans l'économie. Le commerce informel présente à la fois des forces et des faiblesses, et son impact sur l'économie et la société dépend largement du contexte dans lequel il opère et des politiques qui le régissent. Une approche équilibrée et inclusive est nécessaire pour maximiser les avantages du commerce informel tout en atténuant ses défis et en promouvant une croissance économique inclusive durable¹².

¹¹ 13V. Ginsbourgh, P. Pestieau : Economie informelle. Edition Labor, Bruxelles, 1987.

¹² H.Gherbi , P. Adair 2014 : les déterminants d'accès des femmes à l'emploi informel en Algérie cas de la wilaya de Bejaia. Monde en développement. 2014.

Conclusion

L'économie informelle dans les pays en développement joue un rôle vital dans la subsistance de nombreuses personnes et constitue un élément essentiel du tissu économique et social de ces nations. La question de la formalisation de ce secteur suscite des débats complexes, reflétant à la fois les avantages potentiels en termes de droits et de protections sociales, ainsi que les préoccupations concernant une formalisation excessive qui pourrait décourager l'entrepreneuriat et la disparition de certaines activités économiques cruciales pour les populations pauvres et marginalisées.

Dans ce contexte, des mesures politiques peuvent être envisagées pour stimuler le commerce intra-africain et soutenir le commerce informel, favorisant ainsi une intégration économique régionale et une croissance inclusive. Ces mesures incluent la facilitation des échanges commerciaux, la promotion de la coopération régionale, le soutien aux petites entreprises informelles et la formalisation progressive du commerce informel. Renforcer les capacités institutionnelles est également crucial pour assurer une mise en œuvre efficace de ces politiques. En adoptant une approche holistique et concertée, impliquant une collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile, il est possible de maximiser les avantages de ces mesures politiques et de promouvoir un développement économique durable en Afrique.

Chapitre II : Le commerce informel en Algérie

Introduction

Tout comme d'autres pays en développement, l'Algérie est confrontée à une réalité importante et en croissance : le secteur informel. En 2010, il représentait 40% des emplois agricoles et est devenu un élément essentiel du paysage économique depuis l'indépendance. Malgré son importance, ce secteur reste relativement peu étudié. En fait, les premières tentatives de mesure du secteur informel ne remontent qu'à la fin des années 80. Bien que présent depuis longtemps, le secteur informel a pris de l'ampleur ces dernières années, notamment en raison de la transition économique entamée au début des années 1990. Cette transition s'est caractérisée par le déclin du secteur public marchand et l'émergence du secteur privé.

Ce chapitre vise à retracer l'historique et les différentes phases d'apparition et de développement du commerce informel en Algérie. Il s'agit également de mettre en lumière les fondements du commerce informel, ainsi que ses diverses formes et méthodes dans ce pays.

1. Le secteur informel en Algérie

Le secteur informel dans les pays en voie de développement représente une part significative de l'emploi total et de l'activité économique. Selon une étude de la Banque mondiale, ce secteur constitue plus de 70 % de l'emploi total dans les économies émergentes et en développement, contribuant à environ un tiers du PIB. Ce phénomène est particulièrement préoccupant car les pays où le secteur informel est important risquent trois fois plus de subir les effets négatifs des crises économiques que ceux où l'économie informelle est moins développée. De plus, l'emploi informel est davantage une source d'emplois pour les hommes que pour les femmes, avec 63,0 % des hommes occupant un emploi informel contre 58,1 % pour les femmes.

L'économie informelle se réfère à un ensemble d'activités économiques qui opèrent en dehors des canaux officiels et des normes réglementaires établies par les autorités gouvernementales. Ces activités sont souvent tolérées par les pouvoirs publics mais ne respectent pas entièrement, voire en partie, les normes fiscales, du travail, statistiques ou autres exigées pour exercer des activités non prohibées par la loi. Cette tolérance peut varier d'un pays à l'autre¹³.

En 1993, le concept était principalement associé au "secteur informel", qui désignait un ensemble d'établissements économiques opérant en dehors du cadre réglementaire formel. Toutefois, depuis lors, la compréhension de l'informalité s'est élargie pour inclure d'autres aspects de la vie économique. Ainsi, le terme "économie informelle" englobe désormais plusieurs dimensions :

¹³Séruzier, 2009, « mesure de l'économie informelle du cadre de la comptabilité nationale » p175

- Le secteur informel, qui consiste en des unités de production marchande appartenant aux ménages ;
- L'emploi informel, qui comprend une partie de la main-d'œuvre engagée par les entreprises formelles ;
- La production non marchande des ménages.

Ces éléments sont définis dans un contexte local propre à chaque pays, avec des nuances et des variations selon les réalités économiques et sociales spécifiques.

1.1. Les principales activités du secteur informel

1.1.1. Services de réparations

Le secteur informel englobe une gamme variée de services qui sont essentiels à la vie quotidienne, tels que la réparation d'appareils électroménagers, de véhicules automobiles, de vêtements, de chaussures, et bien d'autres. Ces services sont souvent fournis par des artisans talentueux ou de petites entreprises indépendantes, qui opèrent en dehors des réglementations et des structures formelles de l'économie.

Les artisans et les petites entreprises informelles jouent un rôle crucial dans la satisfaction des besoins des communautés locales, en offrant des services de réparation et de fabrication souvent à des prix abordables. Leurs compétences spécialisées sont souvent transmises de génération en génération, contribuant ainsi à préserver les traditions artisanales et à maintenir la diversité culturelle au sein des sociétés.

En raison de leur statut informel, ces travailleurs et entreprises peuvent rencontrer des obstacles tels que l'accès limité aux marchés formels, aux financements et aux protections juridiques. Cela peut rendre leur activité plus précaire et vulnérable aux fluctuations économiques et aux changements politiques.

Le secteur informel reste souvent un moyen important de subsistance pour de nombreuses personnes dans les économies en développement, offrant des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat là où les alternatives formelles sont limitées. En reconnaissant et en soutenant ces acteurs économiques, les gouvernements peuvent contribuer à améliorer les conditions de travail et à stimuler la croissance économique inclusive.

1.1.2. Production de petits métiers urbains

La fabrication artisanale de divers produits tels que des articles de décoration, des bijoux, des objets en bois ou en métal, des textiles, et bien d'autres encore. Ces métiers artisanaux sont souvent pratiqués dans des ateliers familiaux ou de petite taille, où les compétences sont transmises de génération en génération et où le travail est souvent effectué à la main, avec une

attention méticuleuse portée aux détails.

La fabrication artisanale offre une opportunité pour les communautés de préserver et de promouvoir leur patrimoine culturel et leurs traditions artisanales uniques. Ces produits artisanaux sont souvent appréciés pour leur qualité supérieure, leur originalité et leur authenticité, ce qui les rend populaires sur les marchés locaux et internationaux.

Malgré leur valeur culturelle et économique, de nombreux artisans informels font face à des défis tels que l'accès limité aux marchés formels, aux ressources financières et aux infrastructures de soutien. En conséquence, ils peuvent être confrontés à des conditions de travail précaires et à des revenus instables, ce qui compromet leur bien-être économique et social.

La fabrication artisanale continue de jouer un rôle important dans l'économie informelle en offrant des opportunités d'emploi et de revenu pour de nombreuses communautés, en particulier dans les régions rurales et marginalisées. En soutenant le développement de ces métiers et en renforçant les capacités des artisans, les gouvernements et les organisations peuvent contribuer à promouvoir une croissance économique durable et inclusive, tout en préservant la richesse culturelle et artisanale des sociétés.

1.1.3. Activités commerciales

Le commerce informel englobe un large éventail d'activités, notamment la vente au détail de divers produits tels que des vêtements, des produits électroniques, des articles de beauté, des produits ménagers, et bien d'autres encore. Ces activités commerciales peuvent se dérouler sur des marchés locaux, des étals de rue ou même en porte-à-porte, offrant ainsi une grande accessibilité aux consommateurs.

Les commerçants informels jouent un rôle crucial dans la fourniture de biens essentiels aux communautés locales, en offrant des produits à des prix compétitifs et souvent plus abordables que ceux proposés par les entreprises formelles. Leur proximité avec les consommateurs et leur capacité à s'adapter rapidement aux demandes du marché leur confèrent un avantage concurrentiel significatif dans de nombreux contextes.

Le commerce informel est souvent confronté à des défis tels que le manque d'accès aux infrastructures de vente formelles, aux financements et aux protections juridiques. Ces obstacles peuvent limiter la croissance des entreprises informelles et les exposer à des risques tels que la confiscation de marchandises ou les amendes pour non-respect des réglementations locales.

Malgré ces défis, le commerce informel reste un moyen vital de subsistance pour de nombreux individus et familles, offrant des opportunités d'emploi et de revenu dans des contextes où les alternatives formelles sont limitées. En reconnaissant et en soutenant les commerçants

informels, les gouvernements peuvent contribuer à stimuler l'inclusion économique et à renforcer les économies locales.

Production alimentaire urbaine et périurbaine

La production informelle d'aliments tels que des fruits et légumes, des produits laitiers, des œufs, et bien d'autres encore, dans des zones urbaines ou périurbaines. Ces activités agricoles informelles peuvent être menées dans de petits jardins, sur des terrains vacants, ou même à domicile, offrant ainsi une source de nourriture fraîche et abordable pour les communautés locales.

La production alimentaire informelle joue un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire des populations urbaines et périurbaines, en fournissant des alternatives aux produits alimentaires souvent plus coûteux vendus dans les marchés formels. De plus, elle contribue à réduire la dépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement longues et souvent fragiles, en rapprochant la production des consommateurs et en renforçant la résilience des communautés face aux chocs externes.

La production alimentaire informelle est confrontée à des défis tels que le manque d'accès à des terres sécurisées, à l'eau et aux intrants agricoles de qualité. De plus, les agriculteurs informels peuvent être confrontés à des contraintes réglementaires ou à des pressions foncières qui menacent leur capacité à poursuivre leurs activités.

Malgré ces défis, la production alimentaire informelle continue de jouer un rôle crucial dans la subsistance de nombreuses familles et dans la fourniture de produits alimentaires sains et abordables aux populations urbaines et périurbaines. En reconnaissant la valeur de ces activités et en fournissant un soutien adéquat sous forme d'accès aux ressources et aux infrastructures, les gouvernements peuvent contribuer à renforcer la sécurité alimentaire et à promouvoir le développement durable des zones urbaines.

Restauration et transport alimentaire

Les entrepreneurs informels jouent un rôle significatif dans le secteur de la restauration, exploitant souvent de petites entreprises de restauration qui offrent une variété de plats et de collations dans des restaurants de rue, des stands de marché ou même des camions de restauration. Ces entrepreneurs apportent une diversité culinaire à leurs communautés locales, offrant souvent des plats authentiques et abordables qui reflètent les traditions et les saveurs de la région.

Leur présence dynamise souvent les quartiers urbains en créant des points de rassemblement sociaux et en contribuant à la vitalité économique des zones locales. De plus, les entrepreneurs informels de la restauration offrent souvent des opportunités d'emploi informel pour les

membres de la communauté locale, renforçant ainsi les liens sociaux et contribuant à la stabilité économique des ménages.

Le transport alimentaire informel est une composante essentielle de la chaîne d'approvisionnement alimentaire dans de nombreuses régions, impliquant la livraison de produits alimentaires aux consommateurs souvent à petite échelle. Que ce soit par des vendeurs ambulants ou des livraisons à domicile, ce mode de transport permet d'assurer la disponibilité des produits alimentaires frais et locaux pour les communautés, en particulier dans les zones où les infrastructures formelles sont limitées.

Les entrepreneurs informels de la restauration et du transport alimentaire peuvent être confrontés à des défis tels que les contraintes réglementaires, les pressions foncières et les difficultés d'accès aux ressources et aux marchés. En soutenant ces entrepreneurs et en favorisant un environnement réglementaire favorable, les gouvernements peuvent contribuer à renforcer le secteur informel de la restauration et du transport alimentaire, tout en améliorant la sécurité alimentaire et en promouvant le développement économique local.

Vente au détail de produits alimentaires frais ou préparés, comme l'alimentation de rue

Les vendeurs de rue sont des acteurs incontournables du secteur informel, proposant une gamme diversifiée de produits alimentaires frais ou préparés, tels que des fruits, des légumes, des snacks, des boissons, et bien d'autres encore. Leur présence est souvent remarquée dans les endroits fréquentés par les passants, tels que les centres villes animés, les parcs verdoyants, ou les zones touristiques, où ils attirent une clientèle variée en quête de commodité et de produits abordables.

Ces activités de vente de rue contribuent de manière significative à l'économie locale en fournissant des biens et des services essentiels à la population. Ils répondent à une demande quotidienne pour des repas rapides et abordables, tout en offrant un large éventail de choix aux consommateurs. De plus, les vendeurs de rue créent des emplois informels pour de nombreux individus, souvent issus de communautés marginalisées ou à faible revenu, leur offrant ainsi une source de revenu vitale et une opportunité d'entrepreneuriat.

Outre leur contribution économique, les vendeurs de rue jouent également un rôle social important en animant les espaces publics et en favorisant un sentiment de communauté. Leur présence crée des points de rencontre informels où les habitants peuvent se retrouver, échanger des nouvelles et partager des moments de convivialité.

Les vendeurs de rue peuvent également être confrontés à des défis tels que les réglementations locales restrictives, les pressions foncières et les conditions de travail précaires. En reconnaissant l'importance de leur contribution à l'économie et à la vie sociale locale, les

gouvernements peuvent chercher à soutenir ces entrepreneurs informels en créant un environnement réglementaire favorable et en leur fournissant un accès aux ressources et aux marchés. Ce soutien contribuera non seulement à renforcer le secteur informel, mais aussi à promouvoir une croissance économique inclusive et durable.¹⁴

1.2. Caractéristiques du commerce informel

Le commerce informel est une activité économique qui échappe à toute forme d'enregistrement, qu'il soit fiscal, administratif, statistique ou relatif à la protection sociale. Les caractéristiques du commerce informel sont les suivantes :

1.2.1. Absence d'enregistrement

Les activités commerciales informelles, souvent appelées économie informelle, représentent un secteur de l'économie qui opère en dehors des réglementations et des systèmes fiscaux officiels. Ces activités ne sont pas enregistrées légalement, ce qui les rend difficiles à quantifier et à analyser de manière précise.

Dans de nombreux pays, l'économie informelle joue un rôle significatif. Elle peut inclure des vendeurs de rue, des petites entreprises non enregistrées, du travail au noir, des services domestiques non déclarés, et d'autres activités commerciales qui échappent aux radars des autorités fiscales et réglementaires.

La nature non réglementée de ces activités rend difficile leur mesure précise. Les méthodes traditionnelles de collecte de données économiques, comme les enquêtes auprès des entreprises enregistrées et les données fiscales, ne capturent souvent pas complètement l'étendue de l'économie informelle. En conséquence, les gouvernements et les économistes doivent souvent recourir à des estimations et des modèles pour évaluer l'importance de ce secteur.

L'économie informelle peut avoir des implications importantes pour l'économie dans son ensemble. Elle peut contribuer de manière significative à l'emploi et à la production économique, mais elle peut également entraîner des pertes de recettes fiscales pour les gouvernements et des défis en termes de protection sociale pour les travailleurs informels. Comprendre et aborder l'économie informelle est donc crucial pour élaborer des politiques économiques efficaces et équitables.

¹⁴John O. Igué Dans Les activités du secteur informel au Bénin (2019), pages 63 à 81

1.2.2. Formes d'enregistrement

Les activités informelles se caractérisent souvent par leur évasion de divers types d'enregistrements et de réglementations, notamment fiscaux, administratifs, statistiques et relatifs à la protection sociale.

1.2.3. Fiscal

Dans de nombreux cas, les entreprises informelles ne paient pas de taxes sur le revenu, la valeur ajoutée ou d'autres formes d'impôts. Cela peut être dû à leur non-enregistrement auprès des autorités fiscales, à leur évasion fiscale délibérée ou à des lacunes dans l'application de la loi.

1.2.4. Administratif

Les activités informelles échappent souvent aux exigences administratives telles que l'obtention de licences commerciales, l'inscription auprès des organismes de réglementation ou la conformité aux normes de sécurité et de santé au travail. Cela peut être dû à des coûts élevés, à des processus bureaucratiques complexes ou à un manque de connaissance des réglementations.

1.2.5. Statistique

Les entreprises informelles ne sont généralement pas incluses dans les enquêtes économiques officielles ou les bases de données statistiques. Par conséquent, leur contribution à l'économie peut être sous-estimée dans les analyses économiques et les politiques publiques.

1.2.6. Protection sociale

Les travailleurs informels peuvent ne pas bénéficier des protections sociales telles que l'assurance maladie, les congés payés, les régimes de retraite ou les prestations de chômage. Leur manque de formalisation peut les rendre vulnérables aux risques économiques et sociaux sans filet de sécurité adéquat.

L'absence de ces enregistrements peut présenter des avantages pour les acteurs informels, tels que des coûts administratifs réduits et une plus grande flexibilité opérationnelle. Cependant, cela peut également entraîner des conséquences néfastes, telles que des pratiques commerciales injustes, des inégalités économiques et un manque de protection sociale pour les travailleurs. En conséquence, la réglementation et la formalisation de l'économie informelle sont des défis importants pour les gouvernements et les décideurs politiques cherchant à promouvoir une croissance économique inclusive et durable.¹⁵

¹⁵ Said Chakour, Cécile Perret. Le commerce informel en Algérie. Critique économique : La revue des économistes critiques, 2007, n°17, Été-Automne 2007, p.15-36. Ffhalshs-00998706f

2. Le commerce informel en Algérie : historique et mesure

2.1. Les périodes de développement du commerce informel en Algérie

Pendant cette période, les activités informelles de subsistance, souvent désignées sous le terme d'« informel de misère »¹⁶, ont connu un développement essentiel. Ces activités informelles étaient répandues dans pratiquement tous les secteurs d'activité, notamment le commerce, les services aux ménages, l'industrie de transformation (en particulier le textile et l'artisanat traditionnel), la construction et l'agriculture.

Les principaux moteurs de ce développement des activités informelles étaient l'exode rural, le taux élevé de chômage et l'augmentation de la pauvreté.

2.1.1. La période de l'économie planifiée et administrée (1967-1985)

Durant cette période, l'économie algérienne était caractérisée par un système administré avec des prix rigides et le monopole de l'État sur le commerce extérieur. En 1967, l'État a lancé une politique de développement appelée industrie industrialisant, caractérisée par d'importants investissements dans des secteurs prioritaires tels que l'industrie et le BTP entre 1967 et 1977. Cette politique a entraîné la création de nombreux emplois et une réduction significative du taux de chômage, passant de 33% en 1966 à 14% en 1985¹⁷.

Cependant, dès la fin des années 1970, les premiers effets indésirables de cette politique économique ont commencé à se manifester. Ces effets indésirables comprenaient :

- . L'extension du marché noir, en réponse aux déséquilibres sur le marché des biens¹⁸.
- . L'émergence, au cours des années 1980, d'une demande en biens de consommation que l'offre nationale ne pouvait pas satisfaire. Cela a conduit à l'apparition du "trabendo" ou commerce de la valise, une forme de commerce informel¹⁹.
- . L'émergence d'un secteur informel spéculatif dans le secteur de l'immobilier, résultant de la cession mal maîtrisée des biens de l'État, notamment des habitations vacantes, des logements sociaux et des terrains des coopératives immobilières.

Ces tendances ont contribué à la complexification du paysage économique, marquant le début de l'importance croissante du secteur informel en réponse aux limites et aux déséquilibres du système économique administré.

¹⁶Prenant.A., 2002, « l'informel aujourd'hui en Algérie : forme de transition ou mode d'intégration spécifique à la hiérarchie imposée par la mondialisation », revue économie et management, N°1, pp122-144.

¹⁷CNES., 2004, Le secteur informel « illusions et réalités, Conseil Economique et Social, Commission Relations du Travail, Alger »

¹⁸Hammouda N., 2002, « Secteur et emploi informels en Algérie : définitions, mesures et méthodes d'estimation », Cahiers du GRATICE, n°22, Université Paris XII, pp 61- 94.

¹⁹Hammouda N., 2002, « Secteur et emploi informels en Algérie : définitions, mesures et méthodes d'estimation », Cahiers du GRATICE, n°22, Université Paris XII, pp 61- 94.

2.1.3. La période de transition à l'économie de marché

Le secteur informel en Algérie a connu une expansion rapide et des évolutions dans ses formes avec le passage à une économie de marché depuis la fin des années 1970. Cette tendance s'est poursuivie sans relâche. Les années 1980 ont été marquées par une grave crise économique. Pour y remédier, des réformes libérales visant à établir une économie de marché ont été initiées à partir de 1994, notamment par la mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel (PAS)²⁰.

2.2. Les fondements de commerce informel en Algérie

Le commerce informel est un phénomène multifactoriel et hautement diversifié, résultant de diverses influences, parmi lesquelles nous pouvons mentionner :

2.2.1. Le développement du chômage

Depuis 1986, le chômage en Algérie a considérablement augmenté. Cette hausse du chômage découle non seulement de la diminution significative de la création d'emplois, due à la réduction voire à l'arrêt des investissements publics dès 1986, conséquence de l'effondrement des prix des hydrocarbures, mais aussi des licenciements massifs d'employés. On estime à plus de 600 000 le nombre de postes de travail perdus, notamment en raison des plans de restructuration des entreprises mis en œuvre à partir de 1994 dans le cadre de l'application du plan d'ajustement structurel. D'autres facteurs contribuent également à l'aggravation du taux de chômage, notamment l'augmentation de la population active, estimée à 10 812 000 personnes en 2010 (ONS, 2010), ainsi que l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail.

2.2.2. Tendances démographiques

La genèse et l'évolution du secteur informel sont étroitement liées à la dynamique démographique. La croissance démographique, en particulier l'augmentation de la population en âge de travailler, exerce une pression considérable sur le marché du travail formel. Cependant, les capacités d'absorption de ce marché sont souvent très limitées par rapport aux flux importants de main-d'œuvre. Cela conduit de nombreux travailleurs à se tourner vers le secteur informel en quête d'opportunités d'emploi.

²⁰Bellache. Y, et Adair P 09. 2009, Le secteur informel en Algérie : approches, ampleur et mobilité de la main d'œuvre, disponible sur : <http://www.gdri.dreem.free.fr>.

2.2.3. L'érosion (la dégradation) du pouvoir d'achat :

Depuis le début des réformes mises en œuvre dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel (PAS), le pouvoir d'achat en Algérie a considérablement diminué. Les salaires n'ont connu que de faibles augmentations, et cela s'explique en grande partie par l'annulation de toutes les subventions et aides aux prix des biens de consommation courante.

2.2.4. Les déperditions scolaires

Bien que le taux de scolarisation en Algérie soit élevé, le système éducatif est caractérisé par un faible rendement interne, ce qui se traduit par un nombre important d'abandons, de redoublements et d'exclusions. En 1998, on dénombrait 532 000 élèves déscolarisés, un chiffre qui est passé à 426 000 en 2001, dont plus d'un quart provenait du cycle secondaire²¹. Ces jeunes se retrouvent exclus du système éducatif et, par conséquent, se tournent vers le secteur informel pour gagner un revenu complémentaire ou principal. Ainsi, le secteur informel devient de plus en plus le principal lieu d'insertion pour les jeunes déscolarisés.

Cette situation s'explique en partie par le fait que le système de sécurité sociale algérien a des fondements professionnels, mais s'est étendu au fil des années à d'autres catégories de la population. Les micros et petites entreprises, souvent informelles, cherchent à rester invisibles aux yeux des autorités pour éviter les contrôles et les cotisations élevées.

2.2.5. Mode d'impôt

Les régimes d'imposition qui existent en Algérie :

-Le régime du réel : sont concernés par cet impôt, les employeurs et les indépendants qui déclarent avoir une comptabilité complète.

-Le régime du forfait : c'est une taxe fixée par les services de l'impôt en fonction du chiffre d'affaire et d'autres critères (situation géographique). Sont considérés comme entrepreneurs informels, tous ceux qui ne payent pas d'impôts et n'étant pas déclarés au fisc, le mode forfaitaire est considéré aussi informel du fait qu'il favorise et facilite l'évasion fiscale. De ce fait, les employeurs et les indépendants informels doivent répondre aux conditions suivantes :

- L'employeur emploie moins de cinq salariés ;
- L'employeur ou l'indépendant n'est pas immatriculé à la sécurité sociale ;
- Ne possède ni un registre de commerce, ni une autorisation communale ;
- L'employeur ou l'indépendant qui déclare son mode d'imposition comme étant forfait.

Exonéré ou n'ayant pas du tout répondu.

²¹CNES, 2004, « Le secteur informel : illusions et réalités, Conseil Economique et Social, Commission Relations du Travail, Alger ». p. 50

2.3. La création de lieu d'activité : contraintes et mesures d'incitation

En Algérie, le secteur informel englobe pratiquement tous les secteurs d'activité productifs et de services marchands. Cette économie présente une grande diversité et correspond en grande partie aux critères établis pour définir l'économie non observée (ENO) selon le système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN 1993). Le Conseil national économique et social (CNES) de 2004 fait une distinction entre deux principaux segments de ce secteur.

Dans ses analyses sur l'économie informelle en Algérie,²² fait une distinction entre deux types d'activités informelles. D'une part, il y a celles exercées par des agents animés par une logique de reproduction sociale, telles que les activités de subsistance, qui relèvent du secteur informel. Ces activités se concentrent souvent dans le petit commerce et les services, comme les vendeurs ambulants, par exemple. D'autre part, il y a les activités relevant de l'économie souterraine, exercées par des agents suivant une logique d'accumulation ou de recherche de rente, telles que la fraude et l'évasion fiscale.

L'État a mis en place des incitations à la création d'entreprises et des mesures pour simplifier la réglementation et la fiscalité afin de stimuler les investissements productifs et l'emploi. Cependant, ces mesures restent insuffisantes pour intégrer les entrepreneurs informels dans l'économie formelle. Les contraintes administratives, financières, fiscales et institutionnelles limitent l'entrepreneuriat et favorisent le développement du secteur informel.

²²Bounoua C. ; 2002b, « Processus d'informatisation et économie de marché en Algérie : éléments d'une problématique », Cahiers du GRATICE, n°22, pp 197-233.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons pu définir le cadre conceptuel du commerce informel en Algérie depuis son indépendance. Les années 1980 ont été particulièrement difficiles pour l'économie algérienne. En effet, le choc pétrolier de 1986 a porté un coup sévère à une économie qui reposait largement sur les revenus pétroliers. Au début des années 1990, l'Algérie a entrepris des réformes structurelles marquant ainsi sa transition vers une économie de marché. Le désengagement de l'État du secteur économique, notamment par le biais de privatisations, a entraîné une réduction des opportunités d'emploi et a favorisé l'émergence du secteur privé, notamment celui des petits commerçants informels. Dans le prochain chapitre, nous présenterons les résultats de notre enquête sur le terrain.

Le prochain chapitre abordera les méthodologies utilisées pour une enquête de terrain dans la wilaya de Bejaia, portant sur un échantillon de 31 entrepreneurs informels, afin d'analyser leur profil, leurs motivations, etc. Il examinera également le traitement et l'analyse des résultats de cette étude.

Chapitre III : Le commerce informel dans la wilaya de Béjaïa

Introduction

Le commerce informel a atteint des proportions alarmantes depuis plusieurs années dans la wilaya de Bejaia comme partout ailleurs en Algérie. Le poids de ce commerce pèse sur l'activité commerciale légale. Dans cette enquête de terrain, nous avons élaborés 31 questionnaires distribués sur les commerçants informels originaires de la wilaya de Bejaia.

Ce chapitre vise à exposer la méthodologie utilisée pour mener notre enquête et à interpréter les résultats obtenus afin de mettre en lumière l'importance de notre sujet. Nous débuterons en présentant la région étudiée ainsi que la méthodologie employée pour cette enquête. Ensuite, une présentation et une interprétation des résultats sera faite.

1. Présentation de la région d'étude et la démarche méthodologique de l'enquête

Dans cette section, nous exposons l'approche méthodologique de notre recherche en définissant les objectifs de l'enquête et en décrivant le type d'enquête utilisé pour étudier le commerce informel. Notre enquête sur le terrain a été menée dans la wilaya de Bejaia. Par conséquent, nous jugeons nécessaire de fournir une brève présentation de cette wilaya, en mettant en avant ses principaux indicateurs socioéconomiques ainsi qu'un aperçu de sa population active et du taux de chômage, entre autres aspects pertinents.

Ainsi, cette section sera structurée comme suit : tout d'abord, une présentation de la wilaya de Bejaia sera fournie, suivie par une explication détaillée de la méthodologie d'enquête, du questionnaire utilisé, du déroulement de l'enquête, ainsi que des méthodes et des outils d'analyse employés.

1.1. Présentation de la wilaya de Bejaia : quelques indicateurs socioéconomiques.

Nous fournirons une brève présentation de la zone d'étude, à savoir la wilaya de Bejaia, en mettant en avant ses caractéristiques géographiques et socioéconomiques.

1.1.1. Situation géographique et organisation administrative.

La wilaya de Bejaia, créée lors du découpage administratif de 1974, est située dans le Nord-est de la région centrale de l'Algérie. C'est une wilaya côtière bordant la mer Méditerranée sur plus de 100 km, offrant un mélange de criques rocheuses et de plages de sable fin. Elle est divisée en 19 daïras englobant 52 communes. Ses frontières administratives sont délimitées par les wilayas suivantes : Tizi-Ouzou et Bouira à l'Ouest, Jijel à l'Est, Sétif et Bordj Bou Arreridj au Sud. Sa superficie s'étend sur 3223,5 km².

1.1.2. Population et emploi :**La population**

À la fin de l'année 2019, la population totale de la wilaya de Bejaia a atteint 984 050 individus, ce qui correspond à une densité de 305 habitants par kilomètre carré. Cette densité est particulièrement élevée dans les communes urbaines telles que Sidi Aich, Bejaia et Akbou, où elle atteint 1823 habitants par kilomètre carré, tandis qu'elle est plus faible dans les communes rurales, avec 60 habitants par kilomètre carré à Toudja, 50 à Ighil Ali et 24 habitants par kilomètre carré dans la commune de Béni K'sila. La répartition de la population révèle que 61% des habitants résident dans les chefs-lieux, 26% dans des agglomérations secondaires, et le reste dans des zones éparses. Environ 87,6% de la population totale, soit 814 590 personnes, vivent dans des agglomérations.

L'emploi

À la fin de l'année 2010, la population active totale de la wilaya était d'environ 335 350 personnes, ce qui représentait 38 % de la population totale. Parmi cette population active, environ 310 950 personnes étaient occupées, ce qui donne un taux de chômage de 12 %.

1.2. Méthodologie de l'enquête

Cette section se concentre sur notre enquête de terrain. Nous commençons par exposer les objectifs de cette enquête, puis nous décomposerons notre questionnaire d'enquête et détaillerons les éléments de son contenu. Enfin, nous annoncerons l'objectif global de ce questionnaire.

1.2.1. Objectif de l'enquête :

Cette section se consacre à présenter l'approche adoptée pour notre enquête de terrain, y compris la forme et le contenu de notre questionnaire. L'objectif de cette enquête est de recueillir des informations permettant de répondre à notre problématique initiale, en tenant compte du cadre théorique développé dans les chapitres précédents.

Nous avons conçu un questionnaire destiné à un échantillon représentatif de 31 commerçants informels originaires de la wilaya de Bejaia. L'objectif principal de cette enquête de terrain est d'étudier le commerce informel dans la wilaya de Bejaia, en mettant en lumière le rôle des commerçants informels, leurs caractéristiques et leurs motivations. Ce questionnaire est spécifiquement conçu pour les commerçants informels de la région.

Il convient de noter que le secteur informel englobe les travailleurs indépendants, qui peuvent employer des membres de leur famille sans les rémunérer, ainsi que des salariés occasionnels et des petites entreprises.

1.2.2. L'échantillonnage.

Dans tout processus de recherche, il est souvent impraticable d'étudier l'ensemble de la population pour diverses raisons telles que les contraintes de coût, de temps, etc. C'est pourquoi on recourt à une méthode appelée « échantillonnage ». Cette méthode consiste à sélectionner, selon des critères préétablis, un certain nombre d'individus parmi ceux composant un ensemble donné, afin de réaliser des mesures ou des observations qui permettront de généraliser les résultats à l'ensemble initial.²³

Dans le choix de la taille de notre échantillon, nous avons cherché à garantir l'efficacité statistique en tenant compte des contraintes financières, du temps nécessaire à la réalisation de notre enquête sur le terrain ainsi que des limites de celle-ci. Nous avons été contraints de limiter notre enquête à certaines communes. Ainsi, la taille de notre échantillon est de 31 commerçants informels.

1.2.3. Administration et déroulement de l'enquête.

Pour recueillir des informations sur le profil des commerces informels et les motivations à leur création, nous avons élaboré un questionnaire (voir annexe) comprenant 33 questions précises et facilement compréhensibles par les enquêtés, afin de maximiser les réponses. Nous avons limité le nombre de questions pour éviter tout refus de la part des enquêtés.

1.2.4. Le déroulement de l'enquête.

Après avoir défini l'échantillon de l'enquête et conçu le questionnaire, notre enquête de terrain a débuté vers la fin du mois avril 2024, au début du mois mai 2024,

1.3. Les méthodes statistiques d'analyse utilisées.

Nous allons examiner les résultats de notre enquête en effectuant une analyse descriptive pour mettre en évidence diverses caractéristiques associées au commerçant et à son activité. Ensuite, nous procéderons à une analyse multidimensionnelle croisée à l'aide d'une Analyse en Composantes Principales (ACP) en utilisant le logiciel SPSS.

2. Présentation et interprétation des résultats de l'enquête :

Avant d'approfondir l'interprétation des résultats de notre enquête à travers une analyse multidimensionnelle pour vérifier les hypothèses de recherche, nous commencerons par présenter les caractéristiques générales des commerçants informels. Nous le ferons en réalisant une analyse descriptive des réponses des commerçants enquêtés, en suivant les axes du questionnaire, à l'aide du logiciel SPSS. Cette analyse comprendra la création de tableaux de

²³Aktouf O ; 1987, « méthodologie des sciences sociales et approches qualitatives des organisations : une introduction à la démarche classique et une critique », Ed. Les presses de l'Université du Québec, Montréal, 72.

fréquence (simples) ainsi que quelques tableaux croisés.

3. Résultat

3.1. Identification de l'individu

Tableau n°1 : la répartition des commerçants selon l'Age.

		Effectif	En %
Age	[15-25[	0	0,0%
	[25-35[	9	29,0%
	[35-45[	12	38,7%
	[45-55[	7	22,6%
	[55-65[	3	9,7%
	Plus de 65 ans	0	0,0%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Tableau n°01, montre que la catégorie d'âge la plus importante et celle de 35-45 ans avec une part de 38,7%, et vient en deuxième lieu les individus âgés de 25-35 ans, avec 29% et cela nous indique que l'acte commerciale dans le secteur informel s'exerce par les jeunes. Peut-être parce que le chômage touche beaucoup plus les jeunes et l'esprit commercial existe généralement chez les jeunes. Ainsi, la catégorie 45-55 représente 22,6%, les catégories 55- 65 ans et plus 65 représentent respectivement 9.7% et 0% de l'échantillon étudié.

Tableau n°02 : répartition des commerçants selon leur sexe

		Effectif	En %
Sexe	Masculin	28	90,3%
	Féminin	3	9,7%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Le tableau n°2, nous indique que les femmes n'échappent pas à l'initiative commerciale, malgré que les commerçants du sexe masculin aient une grande part (90.30%), la part des femmes qui exerce l'activité commerciale est importante aussi, elle représente (9.7%) de l'échantillon étudié, ceci peut s'expliquer le fait que l'activité informelle est pratiquée en majorité à domicile par des femmes au foyer, et présente également une source de revenu pour les hommes qui l'exerce.

Tableau n°03 : répartition des commerçants selon leur situation matrimoniale.

		Effectif	En %
Etat matrimonial	marié(e)	20	64,5%
	célibataire	9	29,0%
	Divorcé	2	6,5%
	veuf (ve)	0	0,0%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Le tableau n°3, montres que plus que la moitié des commerçants enquêtes sont marié soit 64,5%, 29.0 % sont célibataires et 6.5% sont divorcés.

Tableau n°04 : répartition des commerçants selon leur niveau d'instruction

		Effectif	En %
Niveau d'instruction	Aucun	0	0,0%
	Primaire/école coranique	0	0,0%
	Moyen	7	22,6%
	Secondaire	11	35,5%
	Supérieur	13	41,9%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Ce tableau nous indique que la majorité des commerçants informels enquêtées ont niveau d'instruction : 41.9% ont un niveau supérieur, 35,5 % ont un niveau secondaire, 22,6%ont un niveau moyen. Ce faible niveau ne leurs permet pas de trouver un travail stable au niveau du secteur formel donc ils opèrent dans le secteur informel qui ne nécessite pas un niveau d'instruction élevé.

Tableau n° 05 : le lien avec le chef de ménage

		Effectif	En %
Lien avec le chef de ménage	Chef ménage	19	61,3%
	épouse/époux	2	6,5%
	fil / fille	10	32,3%
	père /mère	0	0,0%
	grand père /mère	0	0,0%
	frère /sœur	0	0,0%
	petit fils /fille	0	0,0%
	autre parenté	0	0,0%
	sans lien parenté	0	0,0%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Le tableau (5) nous indique que 61.3 sont des chefs de ménage et 32.3 sont fils-fille et 6,5 épouse-époux

Tableau n°6 :la qualification professionnelle du commerçant

		Effectif	En %
qualification professionnelle	Oui	22	71,0%
	Non	9	29,0%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Le tableau n°6 parmi ceux qui possèdent un diplôme 71,0% ont un diplôme de formation professionnelle au niveau de CFPA et 29,0% ont un diplôme universitaire.

Tableau n°07 : tableau croisé les qualifications professionnelles des individus selon leur niveau d'instruction.

		qualification professionnelle					
		Non		Oui		Total	
		Effectif	En %	Effectif	En %	Effectif	En %
Niveau d'instruction	Aucun	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Primaire/école coranique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Moyen	2	9,1%	5	55,6%	7	22,6%
	Secondaire	7	31,8%	4	44,4%	11	35,5%
	Supérieur	13	59,1%	0	0,0%	13	41,9%
	Total	22	100,0%	9	100,0%	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette table semble représenter les qualifications professionnelles des individus selon leur niveau d'instruction.

- Niveau moyen : Sur un total de 31 personnes, 7 ont un niveau d'instruction moyen, dont 2 (9,1%) n'ont pas de qualification professionnelle et 5 (55,6%) en ont une.
- Niveau secondaire : Parmi les 31 personnes, 11 (35,5%) ont un niveau d'instruction secondaire, avec 7 (31,8%) sans qualification professionnelle et 4 (44,4%) avec.
- Niveau supérieur : Sur les 31 individus, 13 (41,9%) ont un niveau d'instruction supérieur, avec tous (59,1%) ayant une qualification professionnelle.

En résumé, la majorité des personnes ayant un niveau d'instruction moyen ou supérieur ont une qualification professionnelle, tandis que la majorité de ceux avec un niveau d'instruction secondaire ou inférieur n'en ont pas.

3.2. Caractéristiques de l'activité des unités informelles enquêtées

Tableau n°08 : le lieu d'activité des commerçants enquêtés

		Effectif	En %
Exercice d'activité	Ambulant	0	0,0%
	Poste improvisé sur la voie publique	0	0,0%
	Poste fixe sur la voie publique	2	6,5%
	Véhicule	3	9,7%
	Au domicile des clients ou sur des chantiers	0	0,0%
	Dans votre domicile sans installation particulier	1	3,2%
	dans votre domicile avec installation particulier	0	0,0%
	Poste improvisé sur un marché public avec local	0	0,0%
	Local	25	80,6%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Ce tableau indique que Les activités informelles s'exercent sur des lieux spécifiques, selon les résultats de notre enquête présentés dans le tableau Ce tableau représente que 80,6% exerce son activité dans un locale ; 9.7% dans un véhicule ; plus de 6.5% dans un poste improvisé sur la voie publique ; 3.2 % dans un domicile sans installation particulier.

Tableau n°09 : L'année de création de l'établissement

		Effectif	En %
Année de création de l'établissement	[1990-2000]	3	9,7%
	[2000-2010]	6	19,4%
	[2010-2020]	18	58,1%
	2020 à ce jour	4	12,9%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition présente l'année de création des établissements représentés dans l'enquête. La majorité des établissements 58,1% ont été créés entre 2010 et 2020. Cela suggère une forte dynamique entrepreneuriale au cours de cette période relativement récente et 19,4% des établissements ont été créés entre 2000 et 2010. Cela représente une période de création importante, il y a environ une décennie à deux décennies ; 12,9% des établissements ont été créés en 2020 ou plus récemment. Cela pourrait refléter des entreprises très récentes ou des entreprises qui ont démarré en réponse à des événements ou des changements récents dans le marché ou dans l'environnement économique et 9,7% des établissements ont été créés entre

1990 et 2000. Cela indique une présence de longue date sur le marché pour cette petite fraction des répondants.

Tableau n°10 : le niveau d'expérience dans l'activité

		Effectif	En %
Expérience dans l'activité	[0-10[	14	45,2%
	[10-20[	11	35,5%
	[20-30[	5	16,1%
	Plus de 30 ans	1	3,2%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition indique une certaine diversité en termes d'expérience dans l'activité parmi les membres de l'effectif étudié ;45,2% des membres ont une expérience dans l'activité comprise entre 0 et 10 ans, ce qui suggère qu'il y a une proportion significative de personnes relativement nouvelles dans le domaine ; 35,5% ont une expérience dans l'activité entre 10 et 20 ans, ce qui indique une présence notable de personnes ayant déjà une expérience considérable, mais peut-être pas une expertise de longue date ;16,1% ont une expérience dans l'activité entre 20 et 30 ans, ce qui montre qu'il y a une minorité de membres ayant une expérience plus avancée, mais pas nécessairement une longue carrière dans le domaine ;Seulement 3,2% ont plus de 30 ans d'expérience dans l'activité, ce qui suggère une rareté d'experts ou de vétérans dans le domaine au sein de cet effectif.

Tableau n°11 : les commerçant sans local

		Effectif	En %
Sans local, réalisation de l'activité	Néant	26	83,9%
	N'a pas trouvé de local disponible	0	0,0%
	N'a pas les moyens de louer ou d'acheter un local	1	3,2%
	Exerce son activité avec plus de facilité	3	9,7%
	Autre	1	3,2%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Les activités informelles s'exercent sur des lieux spécifiques, selon les résultats de notre enquête présentés dans le tableau on trouve que 9,7% exerce son activité avec plus de facilité et 3,2% n'a pas les moyens de louer ou acheter un locale ; 3,2 % autre.

Tableau n°12 : local ou l'emplacement de l'activité

		Effectif	En %
Local ou l'emplacement de l'activité	Néant	5	16,1%
	A vous (propriétaire)	9	29,0%
	Loué	17	54,8%
	Prêté	0	0,0%
	Autre	0	0,0%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition présente les différents arrangements concernant le local ou l'emplacement de l'activité des répondants.

La majorité des répondants (54,8%) ont loué leur local d'activité. Cela suggère une flexibilité et une adaptation aux besoins changeants de l'entreprise, ainsi qu'une absence d'engagement financier à long terme lié à la propriété immobilière. 29,0% des répondants sont propriétaires de leur local d'activité. Cela peut indiquer une certaine stabilité et un investissement dans l'immobilier de la part de ces entrepreneurs.

Tableau n°13 : Enregistrement de l'établissement

		Effectif	En %
Enregistrement de l'établissement	oui (Registre du commerce carte d'agrément, d'artisan ou autre autorisation administrative)	15	48,4%
	non démarches trop compliquées	0	0,0%
	non trop cher	2	6,5%
	non en cours d'inscription	0	0,0%
	non : non obligatoire	1	3,2%
	non : ne sait pas s'il faut s'inscrire	0	0,0%
	non : autre	13	41,9%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition présente les différents statuts d'enregistrement des établissements des répondants.

On trouve que 48,4% des répondants ont indiqué avoir enregistré leur établissement, ce qui signifie qu'ils ont obtenu les documents nécessaires tels que le registre du commerce, une carte

d'agrément ou toute autre autorisation administrative. Cela dénote une conformité légale de leur entreprise et leur volonté de respecter les réglementations en vigueur et 41,9% des répondants ont indiqué ne pas avoir enregistré leur établissement pour diverses raisons non spécifiées dans les options proposées. Cela pourrait inclure des raisons telles que des contraintes de temps, des obstacles administratifs ou des préoccupations spécifiques liées à leur entreprise ; Seuls 6,5% des répondants ont déclaré ne pas avoir enregistré leur établissement en raison du coût élevé des démarches. Cela suggère une préoccupation financière quant aux frais d'enregistrement et peut indiquer une contrainte budgétaire pour ces entrepreneurs et 3,2% des répondants ont déclaré ne pas considérer l'enregistrement comme obligatoire pour leur entreprise.

Tableau n°14 : Créateur de l'établissement

		Effectif	En %
Créateur de l'établissement	vous-même, seul	19	61,3%
	vous-même avec d'autres personnes	7	22,6%
	un (des) membres de la famille	4	12,9%
	d'autres personnes	1	3,2%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

D'après ce tableau le créateur de l'établissement presque la majorité eux même qui on crée leur établissement ;61,3% vous-même seul qui on crée leur établissement et 22,6 vous-même avec d'autre personnes ; 12,9% un (des) membres de la famille et 3,2% d'autre personne.

Tableau n°15 : situation de la personne

		Effectif	En %
Situation de la personne	scolarisé	8	25,8%
	En formation	6	19,4%
	à la recherche d'un emploi	9	29,0%
	employé dans une administration publique	2	6,5%
	employé dans une entreprise publique	0	0,0%
	employé formel dans une entreprise privée	1	3,2%
	employé informel dans une entreprise privée	3	9,7%
	dans l'agriculture	0	0,0%
	Autre	2	6,5%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition présente la situation des personnes représentées dans l'enquête.

Environ 25,8% des personnes sont actuellement scolarisées, ce qui indique qu'elles poursuivent leurs études tout en étant potentiellement impliquées dans une activité entrepreneuriale ou professionnelle.

Et 19,4% des personnes sont actuellement en formation, ce qui suggère un engagement dans le développement de leurs compétences et connaissances, peut-être en lien avec leur activité professionnelle ou entrepreneuriale ; 29,0% des personnes sont actuellement à la recherche d'un emploi, ce qui indique qu'elles ne sont pas actuellement employées mais qu'elles cherchent des opportunités professionnelles ; Seulement 6,5% des personnes sont employées dans une administration publique, ce qui représente une petite proportion des répondants ; Seul 3,2% des personnes sont employées formellement dans une entreprise privée, ce qui indique une faible représentation des employés dans le secteur privé ; 9,7% des personnes sont employées de manière informelle dans une entreprise privée, ce qui suggère une certaine prévalence du travail informel parmi les répondants ; 6,5% des personnes ont déclaré une autre situation, ce qui pourrait inclure diverses circonstances non couvertes par les catégories proposées.

Tableau n°16 : établisse vos comptes

		Effectif	En %
Comptes	comptabilité écrite formelle le (bilan et compte d'exploitation)	0	0,0%
	notes personnelles	26	83,9%
	ne fait pas de compte	4	12,9%
	autre	1	3,2%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition présente les différentes méthodes de tenue de compte utilisées par les répondants.

La grande majorité des répondants (83,9%) utilisent des notes personnelles pour leur comptabilité. Cela peut inclure des enregistrements informels des dépenses, des revenus et d'autres transactions liées à leur activité.

12,9% des répondants ont déclaré ne pas tenir de compte du tout pour leur activité. Cela suggère une gestion moins formelle ou moins structurée de leurs finances commerciales.

Seul 3,2% des répondants ont déclaré utiliser une méthode différente de tenue de compte, mais la nature exacte de cette méthode n'est pas spécifiée dans les données.

Tableau n°17 : Sécurité sociale

		Effectif	En %
Sécurité sociale	Oui	0	0,0%
	non : les formalités sont compliquées	7	22,6%
	non : c'est trop cher	4	12,9%
	non : je ne vois pas la nécessité	13	41,9%
	autre	7	22,6%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition présente les différentes raisons pour lesquelles les répondants ne sont pas inscrits à la sécurité sociale.

En trouve 41,9% des répondants ont déclaré ne pas voir la nécessité de s'inscrire à la sécurité sociale. Cela peut refléter une perception selon laquelle les avantages de la sécurité sociale ne sont pas jugés nécessaires ou pertinents pour leur situation spécifique et 22,6% des répondants ont déclaré ne pas être inscrits à la sécurité sociale en raison de la complexité des formalités administratives requises pour s'inscrire. Cela indique une barrière administrative qui peut dissuader certains entrepreneurs de s'inscrire ; 22,6% des répondants ont déclaré d'autres raisons pour ne pas être inscrits à la sécurité sociale, mais la nature exacte de ces raisons n'est pas spécifiée dans la donnée et 12,9% des répondants ont déclaré ne pas être inscrits à la sécurité sociale en raison des coûts élevés associés à cette inscription. Cela suggère une contrainte financière qui limite l'accès à la sécurité sociale pour certains entrepreneurs.

Tableau n°18 : nombre de travailleurs actuel

		Effectif	En %
Nombre de travailleurs Actuel	[0-2]	11	35,5%
	[2-4]	14	45,2%
	[4-6]	6	19,4%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette distribution montre le nombre de travailleurs actuels dans les entreprises des répondants. La catégorie la plus représentée est celle des entreprises ayant entre 2 et 4 travailleurs actuels, avec 45,2% des répondants. Cela indique que presque la moitié des entreprises ont une petite équipe de travailleurs, ce qui correspond souvent à des entreprises en croissance ou à des petites entreprises bien établies ; 35,5% des répondants ont entre 0 et 2 travailleurs actuels dans leur entreprise. Cela suggère que plus d'un tiers des entreprises représentées sont des petites structures, peut-être des microentreprises ou des entreprises individuelles, avec un nombre limité de travailleurs et 19,4% des répondants ont entre 4 et 6 travailleurs actuels dans leur entreprise. Cela représente une proportion plus faible, suggérant que moins d'un cinquième des entreprises ont une équipe un peu plus importante, mais restent dans la catégorie des petites et moyennes entreprises.

La plupart des entreprises représentées dans l'enquête sont des petites structures, avec moins de 4 travailleurs actuels, ce qui correspond à la dynamique souvent observée dans les petites entreprises. Cependant, il y a aussi une présence notable d'entreprises avec des équipes un peu plus importantes, bien que toujours modestes en taille.

Tableau n°19 : nombre de travailleurs au début de la création de l'activité

		Effectif	En %
Nombre de travailleurs au début de la création de l'activité	[0-2]	17	54,8%
	[2-4]	13	41,9%
	[4-6]	1	3,2%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition présente le nombre de travailleurs au début de la création de l'activité des répondants.

La majorité des répondants (54,8%) ont commencé leur activité avec entre 0 et 2 travailleurs. Cela suggère que plus de la moitié des entreprises représentées étaient initialement de petite

taille, peut-être des entreprises individuelles ou des microentreprises, avec un nombre limité de personnel au démarrage ; 41,9% des répondants ont démarré leur activité avec entre 2 et 4 travailleurs. Cela indique qu'une proportion importante des entreprises avait déjà une équipe un peu plus importante dès le début, ce qui peut refléter une planification préalable plus élaborée ou des besoins spécifiques de main-d'œuvre ; Seul un petit pourcentage (3,2%) des répondants ont commencé leur activité avec entre 4 et 6 travailleurs. Cela représente une minorité, indiquant que très peu d'entreprises ont démarré avec une équipe de cette taille, ce qui est cohérent avec la nature souvent modeste des entreprises au démarrage. La plupart des entreprises ont été lancées avec un nombre limité de travailleurs, soit 0 à 2, ce qui correspond généralement à la taille des entreprises individuelles ou des microentreprises. Cependant, il y avait également une part significative d'entreprises qui ont démarré avec une équipe un peu plus importante, mais toujours relativement modeste. Haut du formulaire.

Tableau n°20 : lien de parenté avec le chef d'entreprise

		Effectif	En %
Lien de parenté avec le chef d'entreprise	Pas de lien	3	9,7%
	Existence d'un lien	28	90,3%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

D'après le résultat de l'enquête on trouve que 90,3% ont un lien de parenté avec le chef d'entreprise c'est-à-dire que ces des aide familiale et 9,7% pas de lien.

Tableau n°21 : Nombre d'employés déclarés

		Effectif	En %
Nombre d'employés déclarés	néant	28	90,3%
	[1-5]	3	9,7%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette grille présente le nombre d'employés déclarés par les répondants. La grande majorité des répondants (90,3%) n'ont déclaré aucun employé. Cela suggère que la plupart des répondants travaillent probablement seuls ou n'ont pas d'employés déclarés dans leur entreprise, ce qui est courant dans les petites entreprises, les travailleurs indépendants ou les entrepreneurs individuels. Seulement 9,7% des répondants ont déclaré avoir entre 1 et 5 employés. Cela indique qu'une petite minorité des répondants ont des employés déclarés dans leur entreprise,

ce qui peut suggérer une expansion ou une croissance de leur activité nécessitant l'embauche de personnel.

Tableau n°22 : financement de la création de l'activité

		Effectif	En %
financement de la création de l'activité	héritage ou aide familiale	13	41,9%
	épargne personnelle	15	48,4%
	crédit fournisseur ou prêteur professionnel	0	0,0%
	crédit bancaire	1	3,2%
	aide de l'Etat (Ansej, Cnac, Angem...)	0	0,0%
	autre	2	6,5%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

D'après ce tableau Le financement de la création de l'activité enquêtés provient exclusivement de l'épargne personnel 48,4% et de l'aide familiale 41,9% ; et 3,2 % de crédit bancaire trop faible parce que le recours aux autres types de financement, exigeant plusieurs conditions réglementaires, bureaucratiques garanties de ce fait ils préfèrent de se financer auprès des voies informelles afin d'éviter toutes les formalités, le paiement d'intérêts et les garanties à donner ...etc

Tableau n°23 : mode de financement de ces commerçants en cas de besoin

		Effectif	En %
Besoin au financement de l'activité	Fonds propres	22	71,0%
	Banque	2	6,5%
	Famille ou autre	4	12,9%
	Crédit fournisseur	3	9,7%
	autre	0	0,0%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Ce tableau indique que Pour financer l'activité courante, les commerçants informels recourent aux sources de financement informelles, 71% fonds propre et 12,9% font appel à des familles ou autre, 9.7% se financent grâce au crédit fournisseur et seulement, parce que dans ce cas les prêteurs ne perçoivent pas d'intérêts.

Tableau n°24 : vos fournisseurs en matière primaire et équipement

Fournisseur	Effectif
Importateur	6
Grossiste	20
Commerçants	6
marché noir (sans factures)	4
Autre	4

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Concernant les sources d'approvisionnement, on constatera d'après ce tableau que la majorité des commerçants enquêtés soit (20) et (6) s'approvisionnement auprès des fournisseurs formels (grossistes et importateurs), (4) s'approvisionnement sur le marché noir et (4) s'approvisionnement à autre.

Tableau n°25 : type de clientèles

		Effectif	En %
Clients	Secteur public (ADM, entreprises)	0	0,0%
	Entreprises privées et micro entreprises (familiales)	0	0,0%
	Particuliers	28	90,3%
	autre	3	9,7%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Les résultats de notre enquête résumés dans le tableau n°25 indiquent que les principaux clients des commerçants informels enquêtés sont des particuliers (consommateurs finaux) 90,3%, ainsi que 9,7% vendent leur produit à autre.

Tableau n°26 : Règlement des clients

		Effectif	En %
Règlement des clients	espèce	31	100,0%
	chèque	0	0,0%
	crédit	0	0,0%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

D'après ce tableau Le moyen de paiement des transactions se fait uniquement en espèces (100%), que ce soit ceux qui s'approvisionnement d'une manière formelle ou informelle. Pour l'utilisation du chèque, ce moyen de paiement reste négligeable par rapport au paiement en espèce.

Tableau n°27 : Règlement des fournisseurs

		Effectif	En %
Règlement des fournisseurs	espèce	29	93,5%
	chèque	1	3,2%
	crédit	1	3,2%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

On trouve que le moyen de paiement des fournisseurs se fait uniquement en espèces 93,5%, que ce soit ceux qui s'approvisionnent d'une manière formelle ou informelle. Pour l'utilisation du chèque 3,2% et crédit 3,2%, ce moyen de paiement reste négligeable par rapport au paiement en espèces.

3.3. Revenus et difficultés rencontrés par les commerçants informels

Tableau n°28 : Chiffre d'affaire mensuel

		Effectif	En %
Chiffre d'Affaires mensuel	moins de 20 000 da	0	0,0%
	[20 000-40 000]	0	0,0%
	[40 000-60 000]	2	6,5%
	[60 000-80 000]	7	22,6%
	[80 000-100 000]	2	6,5%
	Plus de 100 000 da	20	64,5%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

A partir de ce tableau, nous constatons que 64,5% des acteurs en question perçoivent un chiffre d'affaire plus de 100 000DA ; Puis on retrouve 22,6% d'autre d'où leur chiffre d'affaire soit entre (60000-80000da). 6,5% ont un chiffre d'affaire soit entre (80000-100000Da) et 6,5% restant leur chiffre d'affaire est compris entre 40000 et 60000da. A noter qu'il s'avère difficile de déterminer le chiffre d'affaire exact d'un chiffre d'affaire lorsqu'il s'agit d'un commerce informel.

Tableau n°29 : le réinvestissement.

		Effectif	En %
Réinvestissement	Non	6	19,4%
	Oui, je réinvestis moins de 10% du chiffre d'affaire	7	22,6%
	Oui, (10) a (30) % du CA	13	41,9%
	Oui, plus de 50% du CA	5	16,1%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette distribution semble montrer que la majorité des répondants réinvestissent une partie significative de leur chiffre d'affaires dans leur entreprise. Environ 41,9% des répondants réinvestissent entre 10% et 30% de leur chiffre d'affaires, tandis que 16,1% réinvestissent même plus de la moitié de leur chiffre d'affaires. Cela suggère un engagement fort envers la croissance et le développement de l'entreprise de la part de ces entrepreneurs. Cependant, il est également notable que 19,4% des répondants ne réinvestissent pas du tout, ce qui pourrait indiquer des stratégies commerciales différentes ou des situations financières particulières.

Tableau n°30 : Paiement des impôts

		Effectif	En %
Paiement des impôts	Oui, au réel	6	19,4%
	Oui, au forfait	10	32,3%
	Non, exonéré	0	0,0%
	Non, aucun impôt	14	45,2%
	autre	1	3,2%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition montre une diversité de situations fiscales parmi les répondants, avec une part importante ne payant aucun impôt et une répartition entre paiement au réel et paiement au forfait pour ceux qui paient des impôts.

Environ 19,4% des répondants ont choisi de payer leurs impôts sur la base du régime réel, ce qui implique généralement un calcul précis des bénéfices et des charges réelles de l'entreprise ; Une proportion légèrement plus élevée, soit 32,3%, a opté pour le paiement au forfait. Cela signifie qu'ils paient un montant fixe d'impôts basé sur des critères prédéfinis plutôt que sur les

bénéfices réels ; Il est intéressant de noter qu'aucun des répondants n'a indiqué être exonéré d'impôt, ce qui suggère que tous sont soumis à certaines obligations fiscales. Cependant, 45,2% des répondants ont déclaré ne payer aucun impôt, ce qui pourrait indiquer soit des pertes dans l'entreprise, soit des stratégies fiscales spécifiques ; Un petit pourcentage (3,2%) a choisi l'option "autre", ce qui pourrait indiquer des situations fiscales particulières non couvertes par les options proposées.

Tableau n°31 : compte bancaire

		Effectif	En %
compte en banque	Oui	24	77,4%
	Non, procède une d'ouverture compliquée	0	0,0%
	Non, prêts accordés sont insuffisants	0	0,0%
	Non car elle n'offre pas de services intéressants	2	6,5%
	Non, car vous n'avez pas confiance	0	0,0%
	non, autre	5	16,1%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition des réponses indique les différentes raisons pour lesquelles les répondants n'ont pas de compte en banque, ainsi que la proportion de ceux qui en ont un. La grande majorité des répondants (77,4%) ont un compte en banque, ce qui est une pratique courante pour la gestion des finances personnelles et commerciales. Et 16,1% des répondants ont choisi l'option non « autre », ce qui pourrait indiquer des raisons spécifiques non couvertes par les options proposées. Seulement 6,5% des répondants ont déclaré ne pas avoir de compte en banque parce que les services offerts ne sont pas intéressants. Cela suggère une préférence pour des services bancaires plus attractifs ou adaptés à leurs besoins spécifiques.

Tableau n°32 : choix de l'activité

		Effectif	En%
Choix de l'activité	Revenus élevés	6	19,4%
	Statuts meilleur (désir d'indépendance)	9	29,0%
	Pas de choix ; pour subvenir à vos besoin	11	35,5%
	autre	5	16,1%
	Total	31	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition des réponses semble refléter les motivations des répondants quant au choix de leur activité professionnelle. La majorité des répondants (35,5%) ont indiqué qu'ils n'avaient pas eu de choix quant à leur activité professionnelle, mais qu'ils l'avaient plutôt choisie pour subvenir à leurs besoins. Cela pourrait refléter une réalité économique où la priorité est de trouver un moyen de gagner sa vie plutôt que de poursuivre des objectifs plus spécifiques. Une proportion légèrement plus élevée, soit 29,0%, a déclaré avoir choisi leur activité dans le but d'obtenir un meilleur statut, peut-être en recherchant une plus grande indépendance professionnelle ou en évitant les contraintes liées à un emploi traditionnel. Environ 19,4% des répondants ont choisi leur activité dans le but de générer des revenus élevés. Cela suggère une orientation vers des secteurs ou des entreprises susceptibles de rapporter des bénéfices importants. Un petit pourcentage (16,1%) a choisi l'option "autre", ce qui pourrait indiquer des motivations différentes non couvertes par les options proposées.

Tableau n°33 : les principales difficultés rencontrées.

Difficultés rencontrées		Effectif	En %
Manque de matières premières	Néant	13	41,9%
	Oui	18	58,1%
Manque de clientèles	Néant	22	71,0%
	Oui	9	29,0%
Trop de concurrence	Néant	12	38,7%
	Oui	19	61,3%
Manque de liquidités	Néant	26	83,9%
	Oui	5	16,1%
Manque personnel qualifié	Néant	31	100,0%
	Oui	0	0,0%
Problèmes de locaux, de place	Néant	22	71,0%
	Oui	9	29,0%
Problèmes de machines, d'équipements	Néant	30	96,8%
	Oui	1	3,2%
Problèmes technique de fabrication	Néant	30	96,8%
	Oui	1	3,2%
Problèmes d'organisation, gestion	Néant	31	100,0%
	Oui	0	0,0%
Trop de réglementations, d'impôts, de taxe	Néant	20	64,5%
	Oui	11	35,5%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette répartition des réponses présente les difficultés rencontrées par les répondants dans la gestion de leur entreprise, 58,1% des répondants ont rencontré des difficultés liées au manque de matières premières, 61,3% des répondants ont rencontré des problèmes dus à une concurrence excessive. Seulement 16,1% des répondants ont indiqué des difficultés liées au manque de liquidités, 29,0% des répondants ont signalé des problèmes liés à l'espace ou aux locaux, Seulement 3,2% des répondants ont signalé des problèmes liés aux machines ou aux équipements. De même, seulement 3,2% des répondants ont signalé des problèmes techniques de fabrication. 35,5% des répondants ont signalé des difficultés liées à des réglementations, impôts ou taxes excessifs, les difficultés les plus couramment rencontrées semblent être le manque de matières premières, la concurrence excessive et les problèmes liés à des réglementations ou des taxes. Cependant, il y a aussi des domaines où les répondants ont indiqué ne pas rencontrer de difficultés significatives, comme le manque de personnel qualifié et les problèmes d'organisation ou de gestion.

Tableau n°34 : tableau croisé le chiffre d'affaire (CA) le réinvestissement.

		Réinvestissement									
		Non		Oui, moins de 10% du CA		Oui, 10 à 30 % du CA		Oui, plus de 50% du CA		Total	
		Effec	En %	Effec	En %	Effec	En %	Effec	En %	Effec	En %
Chiffre d'Affaires mensuel	<à 20 000 da	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	[20000-40 000]	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	[40 000-60 000]	1	16,7%	0	0,0%	1	7,7%	0	0,0%	2	6,5%
	[60 000-80 000]	2	33,3%	4	57,1%	1	7,7%	0	0,0%	7	22,6%
	[80 000-100 000]	1	16,7%	0	0,0%	1	7,7%	0	0,0%	2	6,5%
	> à 100 000 da	2	33,3%	3	42,9%	10	76,9%	5	100,0 %	20	64,5%

Source : Enquête de terrain réalisée par nos soins (Avril 2024)

Cette grille croisée montre la répartition du réinvestissement par rapport au chiffre d'affaires mensuel des répondants. Pour un chiffre d'affaires mensuel compris entre 60 000 et 80 000 da, 2 répondants (sur 6) ne réinvestissent pas, 4 réinvestissent moins de 10% de leur chiffre d'affaires, 1 réinvestit entre 10% et 30% de son chiffre d'affaires, et aucun ne réinvestit plus de 50%. Pour un chiffre d'affaires mensuel compris entre 80 000 et 100 000 da, 1 répondant (sur 2) ne réinvestit pas, 1 répondant réinvestit entre 10% et 30% de son chiffre d'affaires, et aucun ne réinvestit plus de 50%. Pour un chiffre d'affaires mensuel supérieur à 100 000 da, 2 répondants (sur 20) ne réinvestissent pas, 3 réinvestissent moins de 10% de leur chiffre d'affaires, 10

réinvestissent entre 10% et 30% de leur chiffre d'affaires, et 5 réinvestissent plus de 50% de leur chiffre d'affaires.

Conclusion

Dans ce dernier chapitre, nous avons exposé notre méthodologie d'approche du terrain, une étape cruciale dont la pertinence de déroulement conditionne les résultats que nous avons présentés. Nous avons ensuite procédé au traitement et à l'analyse des informations collectées pour en extraire les éléments de réponse à nos questions initiales. Enfin, nous avons synthétisé ces réponses obtenues.

L'analyse des données de l'enquête de terrain nous a permis, dans un premier temps, de déterminer les principales caractéristiques des commerçants du secteur informel, qui sont soit des jeunes célibataires soit des femmes au foyer cherchant à aider leurs maris. Nous avons également obtenu un aperçu des activités exercées, constatant que la majorité est consacrée à l'artisanat. Ces activités se déroulent soit à domicile, soit dans des rues ou des marchés. Nous avons conclu que les commerçants ne sont généralement pas affiliés et ne possèdent aucun registre de commerce, en raison de diverses raisons.

Enfin, les personnes interrogées expriment leur désir d'intégrer le secteur formel si l'État prend en charge leurs aspirations. Dans le cas contraire, elles se voient bien évoluer dans le secteur informel.

Conclusion générale

Dans les pays en développement, l'économie informelle joue un rôle crucial dans la survie de nombreuses personnes et constitue un pilier essentiel du tissu économique et social. La question de la formalisation de ce secteur engendre des débats complexes, reflétant à la fois les avantages potentiels en termes de droits et de protections sociales, ainsi que les inquiétudes quant à une formalisation excessive susceptible de décourager l'entrepreneuriat et de faire disparaître des activités économiques vitales pour les populations pauvres et marginalisées. Dans le cadre conceptuel du commerce informel en Algérie depuis son indépendance, les années 1980 ont été particulièrement éprouvantes pour son économie. Le choc pétrolier de 1986 a porté un coup sévère à une économie largement dépendante des revenus pétroliers. Au début des années 1990, l'Algérie s'est engagée dans des réformes structurelles marquant sa transition vers une économie de marché.

L'analyse des données de l'enquête sur le terrain a permis, dans un premier temps, de dégager les principales caractéristiques des commerçants du secteur informel. Il ressort que ces commerçants sont soit des jeunes célibataires soit des femmes au foyer cherchant à soutenir financièrement leurs familles. Nous avons également pu dresser un panorama des activités exercées, constatant que la majorité d'entre elles relève de l'artisanat. Ces activités se déroulent soit à domicile, soit dans des espaces publics tels que les rues ou les marchés. Il est apparu évident que ces commerçants ne sont généralement pas affiliés et ne tiennent aucun registre de commerce, en raison de diverses contraintes.

Enfin, les personnes interrogées ont exprimé leur désir d'intégrer le secteur formel, sous réserve que l'État prenne en charge leurs aspirations. Dans le cas contraire, elles envisagent de continuer à évoluer dans le secteur informel.

Bibliographie

Bibliographie

- Abrika B ; 2002, « caractéristiques de l'économie informelle dans le secteur du bâtiment : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou », p184.
- Aktouf O ; 1987, « méthodologie des sciences sociales et approches qualitatives des organisations : une introduction à la démarche classique et une critique », Ed. Les presses de l'Université du Québec, Montréal, 72.
- Alexeev, Michael (1997), « The Russian Underground Economy in Transition », in Lippert ET Walker (1997), p. 255-273.
- Bellache. Y, et Adair P 09. 2009, Le secteur informel en Algérie : approches, ampleur et mobilité de la main d'œuvre, disponible sur : <http://www.gdri.dreem.free.fr>.
- Bhagwati, Jagdish N. (1981), « Alternative Theories of Illegal Trade: Economic Consequences and Statistical Detection », *Weltwirtschaftliches* 117-3, p. 409-426; reproduit in Fiorentini and Zamagni (1999c), p. 113-130
- Bounoua C. ; 2002b, « Processus d'informatisation et économie de marché en Algérie : éléments d'une problématique », *Cahiers du GRATICE*, n°22, pp 197-233.
- (CNES., 2004), *Le secteur informel « illusions et réalités*, Conseil Economique et Social, Commission Relations du Travail, Alger »
- (CNES, 2004.), « *Le secteur informel : illusions et réalités*, Conseil Economique et Social, Commission Relations du Travail, Alger ». p. 50
- Gherbi ; H ; 2016 « *Analyse de l'emploi informel féminin en Algérie, cas de la wilaya de Bejaia* ». Université Paris Est Créteil et Université de Bejaia. Bejaia. 2016.
- Ghebi H ; Adair P 2014 *les déterminants d'accès des femmes à l'emploi informel, cas de la wilaya de Bejaia*. Monde en développement. Paris. 2014.
- Hammouda N., 2002, « *Secteur et emploi informels en Algérie : définitions, mesures et méthodes d'estimation* », *Cahiers du GRATICE*, n°22, Université Paris XII, pp 61- 94.
- Hammouda N., 2002, « *Secteur et emploi informels en Algérie : définitions, mesures et méthodes d'estimation* », *Cahiers du GRATICE*, n°22, Université Paris XII, pp 61- 94.
- John O. Igué Dans *Les activités du secteur informel au Bénin* (2019), pages 13 à 27
- John O. Igué Dans *Les activités du secteur informel au Bénin* (2019), pages 63 à 81
- Julien Albertini, Kamel Ismail, Arthur Poirier, Anthony Terriau Dans *Revue française d'économie* 2020/1, pages 139 à 182

-Les TIC : une réponse au défi du développement des micros et petites entreprises informelles en Afrique subsaharienne ? Présenter par ; Jean-Philippe Berrou, François Combarnous, Thomas Eekhout.

-Les TIC : une réponse au défi du développement des micros et petites entreprises informelles en Afrique subsaharienne ? Présenter par ; Jean-Philippe Berrou, François Combarnous, Thomas Eekhout.

- Organisation Internationale du Travail (OIT), "L'économie informelle : Définition, concepts et caractéristiques", 2015.

-P. BARTHELEMY, Économie souterraine et structures industrielles dans les pays de la Communauté européenne, in *Région et développement*, p. 69, no5, 1997 ; Le Secteur urbain informel dans les pays en développement : une revue de la littérature, in *ibid.*, p.193, no 7, 1998.

-Prenant.A., 2002, « l'informel aujourd'hui en Algérie : forme de transition ou mode d'intégration spécifique à la hiérarchie imposée par la mondialisation », revue économie et management, N°1, pp122-144.

-Said Chakour, Cécile Perret. Le commerce informel en Algérie. Critique économique : La revue des économistes critiques, 2007, n°17, Été-Automne 2007, p.15-36. Ffhalshs-00998706f

-Séruzier, 2009, « mesure de l'économie informelle du cadre de la comptabilité nationale » p175.

-Thèse doctorat problématique de l'économie informelle cas de la willaya de Tizi ouzo, présentée par SMAILI Nabila.

-Yvon Pesqueux Dans Revue française de gestion 2012/9-10 (N° 228-229), pages 217 à 229

-Zidouni H, 2002, « les comptes nationaux et l'économie non observée en Algérie, sources, méthodes et résultats, p160.

-13V. Ginsbourgh, P. Pestieau : l'Économie informelle. Edition Labor, Bruxelles , 1987.

Liste des tableaux

- Tableau n°1** : la répartition selon l'Age.
- Tableau n°02** : répartition des commerçants selon leur sexe
- Tableau n°03** : répartition des commerçants selon leur situation matrimoniale.
- Tableau n°04** : répartition des commerçants selon leur niveau d'instruction
- Tableau n° 05** : lien avec le chef de ménage
- Tableau n°6** : qualification professionnelle
- Tableau n°07** : tableau croisé sexe de l'enquête secteur d'activité
- Tableau n°08** : le lieu d'activité des commerçants enquêtés
- Tableau n°09** : L'année de création l'établissement
- Tableau n°10** : le niveau d'expérience dans l'activité
- Tableau n°11** : sans local
- Tableau n°12** : local ou l'emplacement de l'activité
- Tableau n°13** : Enregistrement de l'établissement
- Tableau n°14** : Créateur de l'établissement
- Tableau n°15** : situation de la personne
- Tableau n°16** : établisse vos comptes
- Tableau n°17** : Sécurité sociale
- Tableau n°18** : nombre de travailleurs actuel
- Tableau n°19** : nombre de travailleurs au début de la création de l'activité
- Tableau n°20** : lien de parenté avec le chef d'entreprise
- Tableau n°21** : Nombre d'employés déclarés
- Tableau n°22** : financement de la création de l'activité
- Tableau n°23** : mode de financement de ces commerçants en cas de besoin
- Tableau n°24** : vos fournisseurs en matière primaire et équipement
- Tableau n°25** : type de clientèles
- Tableau n°26** : Règlement des clients
- Tableau n°27** : Règlement des fournisseurs
- Tableau n°28** : Chiffre d'affaire mensuel
- Tableau n°29** : le réinvestissement.
- Tableau n°30** : Paiement des impôts
- Tableau n°31** : compte bancaire

Tableau n°32 : choix de l'activité

Tableau n°33 : les principales difficultés rencontrées.

Tableau n°34 : tableau croisé le chiffre d'affaire (CA) le réinvestissement.

Annexes

Le questionnaire ci-joint s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'un mémoire de master en science économique à la faculté des sciences économiques, de gestion et commerciales à l'université A-MIRA de Bejaïa dont le but est d'étudier le commerce informel à la wilaya de Bejaïa.

Réalisé par : HAFIR SOFIANE
BOUMERAOU REZAK
Encadré par : H. GHERBI

Questionnaire

I. IDENTIFICATION

Date de l'entrevue : jour : Mois :

Numéro du questionnaire :

Wilaya :

Commune :

Quartier\lieu-dit\village

Nom de l'enquêté :

Adresse de l'enquêté :

.....

1. Nom et prénom :

2. Sexe : 1.masculin

2. féminin

3. Age

4. Etat matrimonial : 1.marié(e)

2. célibataire

3. divorcé

4. veuf(Ve)

5. séparé(e)

6. non concerné(e)

5. Niveau d'instruction (individus de 5ans et plus) :

- 1. aucune
- 2. primaire/école coranique
- 3. moyen
- 4. secondaire
- 5. supérieure

6. Lien avec le chef de ménage :

- 1. chef ménage
- 2. épouse/époux
- 3. fils/fille
- 4. père/mère
- 5. grand père/mère
- 6. frère/sœur
- 7. petit fils/fille
- 8. autre parenté
- 9. sans lien parenté

7. dispose-t-il (elle) d'une qualification professionnelle ?

(formation/apprentissage achevé-établissement ou atelier) : 1. Oui

2. non

Module B. EMPLOYEUR ET INDEPENDANTS (patron, travailleurs à compte propre, travailleurs à domicile, aides familiaux)

8. Quelle est votre activité :

9. Ou exercez-vous votre activité ? Sans local :

- 1. Ambulant
- 2. Poste improvisé sur la voie publique
- 3. Poste fixe sur la voie publique
- 4. Véhicule
- 5. Au domicile des clients ou sur des chantier
- 6. Dans votre domicile sans installation particulier
- 7. dans votre domicile avec installation particulier

8. Poste improvisé sur un marché public avec local

9. Local

10. Sans local pourquoi réalisez-vous votre activité dans ce lieu ?

1. N'a pas trouvé de local disponible

2. N'a pas les moyens de louer ou d'acheter un local

3. Exerce son activité avec plus de facilité

4. Autre

11. Le local ou l'emplacement dans lequel vous exercez votre activité est :

1. A vous (propriétaire)

2. Loué

3. Prêté

4. Autre

12. L'établissement que vous dirigez est-il enregistré ?

1. oui (Registre du commerce carte d'agrément, d'artisan ou autre autorisation administrative)

2. non démarches trop compliquées

3. non trop cher

4. non en cours d'inscription

5. non : non obligatoire

6. non : ne sait pas s'il faut s'inscrire

7. non : autre

13. Qui a créé cet établissement ?

1. vous-même, seul

2. vous-même avec d'autres personnes

3. un (des) membres de la famille

4. d'autres personnes

14. En quelle année cet établissement a-t-il été créé ?

15. Depuis combien de temps travaillez-vous dans cette activité ?

16. Juste avant de diriger cet établissement, vous étiez :

1. scolarisé
2. en formation
3. à la recherche d'un emploi
4. employé dans une administration publique
5. employé dans une entreprise publique
6. employé formel dans une entreprise privée
7. employé informel dans une entreprise privée
8. dans l'agriculture
9. autre

17. Comment établissez-vous vos comptes ?

1. comptabilité écrite formelle (bilan et compte d'exploitation)
2. notes personnelles
3. ne fait pas de compte
4. Autre (précisez)

18. Etes-vous affilié sociale (casos) ?

1. oui
2. non : les formalités sont compliquées
3. non : c'est trop cher
4. non : je ne vois pas la nécessité
5. autre

19. Combien de personne (y compris vous-même) travaillent dans cet établissement ?

- a. Actuellement
- b. Au début, à la création de l'activité

20. Dont nombre d'employés ayant un lien de parenté avec le chef d'entreprise

21. Dont nombre d'employés déclarés à la sécurité sociale

22. Comment avez-vous financé la création de votre activité ?

1. héritage ou aide familiale
2. épargne personnelle
3. crédit fournisseur ou prêteur professionnel
4. crédit bancaire
5. aide de l'Etat (Ansej, Cnac, Angem...)
6. autre

23. Pour les besoins de financement de votre activité, recourez-vous de préférence :

1. Fonds propres
2. Banque
3. Famille/ou amis
4. Crédit fournisseur
5. Autre

24. Quels sont vos fournisseurs en matières primaires et équipements ?

1. importateurs
2. grossiste
3. commerçants
4. marché noir (sans facteur)
5. autre

25. Quels sont vos clients ?

1. Secteur public (ADM, entreprises)
2. Entreprises privées et micro entreprises (familiales)
3. Particuliers
4. Autre

26. Avec vos clients, utilisez-vous de préférence

1. Espèces
2. Chèque
3. Crédit

27. Avec vos fournisseurs utilisez-vous de préférence

1. Espèces
2. Chèque
3. Crédit

28. Quels est le montant de votre chiffre d'affaires en DA ?
Indiqué : -le CA mensuel (du dernier mois précédent l'enquête) ; le CA
Annuel de l'année en cours

Mensuel :

Annuel :

29. Réinvestissez-vous une partie des revenus de votre activité
(Expansion, achat de nouvel équipement,...)

1. Non
2. Oui, je réinvestis moins de 10% du chiffre d'affaire
3. Oui, (10) a (30) % du CA
4. Oui, plus de 50% du CA

30. Payez-vous des impôts ?

1. Oui, au réel
2. Oui, au forfait
3. Non, exonéré
4. Non, aucun impôt
5. Autre

31. Avez-vous un compte en banque ?

1. Oui
2. Non, procède une d'ouverture compliquée
3. Non, prêts accordés sont insuffisants
4. Non car elle n'offre pas de services intéressants
5. Non, car vous n'avez pas confiance
6. Non, autre

32. Pourquoi avez-vous choisi cette activité ?

1. Revenus élevés
2. Statuts meilleur (désir d'indépendance)
3. Pas de choix ; pour subvenir à vos besoin
4. Autre

33. Quelle sont les 3 principales difficultés (par ordre décroissant d'importance) qui empêchent le développement de votre entreprise ou risque de la faire disparaître ?

1. Manque de matières premières
2. Manque de clientèles
3. TROP de concurrence
4. Manque de liquidités
5. Manque personnel qualifié
6. Problèmes de locaux, de place
7. Problèmes de machines, d'équipements
8. Problèmes technique de fabrication
9. Problèmes d'organisation, gestion
10. TROP de réglementations, d'impôts, de taxe
11. Autre

Table des matières

Introduction générale.....	7
Chapitre I : L'économie informelle dans les pays en voie de développement	
Introduction	10
1. Economie informelle : Concepts et définitions	10
1.1. Historiques et définitions.....	10
1.1.1. Économie non observée.....	11
1.1.2. Économie souterraine	12
1.1.3. Economie illégale	13
1.2. Définition de l'emploi dans le secteur informel	13
1.2.1 Définition de l'emploi informel.....	14
2. Les approches de l'économie informelle.....	14
2.1. L'approche "dualiste"	14
2.2. L'approche structuraliste	15
2.3. L'approche légaliste	15
3. Les raisons de l'économie informelle.....	16
3.1. Faiblesses et obstacles	17
Conclusion.....	18
Chapitre II : Le commerce informel en Algérie	
Introduction	20
1. Le secteur informel en Algérie.....	20
1.1. Les principales activités du secteur informel	21
1.1.1. Services de réparations	21
1.1.2. Production de petits métiers urbains.....	21
1.1.3. Activités commerciales	22
1.2. Caractéristiques du commerce informel	25
1.2.1. Absence d'enregistrement.....	25
1.2.2. Formes d'enregistrement.....	26
1.2.3. Fiscal	26
1.2.4. Administratif	26
1.2.5. Statistique	26
1.2.6. Protection sociale.....	26
2. Le commerce informel en Algérie : historique et mesure	27
2.1. Les périodes de développement du commerce informel en Algérie.....	27
2.1.1. La période de l'économie planifiée et administrée (1967-1985)	27
2.1.3. La période de transition à l'économie de marché	28
2.2. Les fondements de commerce informel en Algérie.....	28
2.2.1. Le développement du chômage	28
2.2.2. Tendances démographiques.....	28
2.2.3. L'érosion (la dégradation) du pouvoir d'achat :.....	29

2.2.4. Les déperditions scolaires.....	29
2.2.5. Mode d'impôt.....	29
2.3. La création de lieu d'activité : contraintes et mesures d'incitation.....	30
Conclusion.....	31
Chapitre III : Le commerce informel dans la wilaya de Béjaïa	
Introduction	33
1. Présentation de la région d'étude et la démarche méthodologique de l'enquête.....	33
1.1. Présentation de la wilaya de Bejaia : quelques indicateurs socioéconomiques.....	33
1.1.1. Situation géographique et organisation administrative.	33
1.1.2. Population et emploi :.....	34
1.2. Méthodologie de l'enquête.....	34
1.2.1. Objectif de l'enquête :	34
1.2.2. L'échantillonnage.....	35
1.2.3. Administration et déroulement de l'enquête.	35
1.2.4. Le déroulement de l'enquête.	35
1.3. Les méthodes statistiques d'analyse utilisées.....	35
2. Présentation et interprétation des résultats de l'enquête :.....	35
3. Résultat.....	36
3.1. Identification de l'individu.....	36
3.2. Caractéristiques de l'activité des unités informelles enquêtées.....	39
3.3. Revenus et difficultés rencontrés par les commerçants informels.....	49
Conclusion.....	54
Conclusion générale	55
Bibliographie	
Annexes	

Résumé

Ce travail consiste en une analyse du commerce informel en Algérie. Après avoir abordé les aspects théoriques et conceptuels liés au commerce et aux caractéristiques de l'économie informelle, une enquête a été menée auprès de 31 commerçants du secteur informel dans la wilaya de Bejaia. Pour interpréter les résultats, le logiciel SPSS a été utilisé pour effectuer une analyse descriptive, mettant en lumière le comportement des commerçants informels de Bejaia. Leur motivation principale semble être la logique de reproduction sociale, axée sur la création d'emplois plutôt que sur la maximisation des profits. Ces commerçants montrent un esprit commercial développé.

Summary

This work consists of an analysis of informal trade in Algeria. After having addressed theoretical and conceptual aspects related to trade and the characteristics of the economy informal, a survey was carried out among 31 traders in the informal sector in the wilaya of Bejaia. To interpret the results, SPSS software was used to perform a descriptive analysis, highlighting the behavior of informal traders from Bejaia. Their main motivation seems to be the logic of social reproduction, focused on job creation rather than profit maximization. These traders show a developed commercial spirit

ملخص

يتكون هذا العمل من تحليل التجارة غير الرسمية في الجزائر. بعد أن تناولت الجوانب النظرية والمفاهيم المتعلقة بالتجارة وخصائص الاقتصاد غير الرسمي، تم إجراء دراسة استقصائية بين 31 تاجر في القطاع غير الرسمي في ولاية بجاية. لتفسير النتائج، تم استخدام برنامج SPSS لأداء تحليل وصفي، يسلط الضوء على سلوك التجار غير الرسميين من بجاية. يبدو أن دافعهم الرئيسي هو منطق إعادة الإنتاج الاجتماعي، المركز على خلق فرص العمل بدلا من تعظيم الربح. هؤلاء التجار إظهار روح تجارية متطورة